

Commerce extérieur
L'État filtre davantage les importations P4

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Lundi 10 août 2026 / N° 1399 / PRIX 20 DA



Équipe nationale de football
Félix Sánchez en pole pour ouvrir l'ère post-Petkovic P16

Un nouveau souffle bilatéral

ALGER ET BAMAKO TOURNENT LA PAGE DE LA CRISE

Les deux pays sont liés par plusieurs projets structurants destinés à renforcer les échanges et l'intégration régionale, notamment dans les domaines des infrastructures, de l'énergie, des transports et du commerce. P3



Sous le signe de la résistance et de l'indépendance

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DES CADRES SAHRAOUI À BOUMERDÈS P3



Feux de forêt

LES SINISTRÉS INDEMNISÉS AVANT FIN AOÛT P2

Un trésor d'hydrocarbures encore sous-exploré L'OFFSHORE, L'AUTRE ELDORADO ÉNERGÉTIQUE

Les données analysées apportent également des indices en faveur de processus de génération, de migration et de piégeage des hydrocarbures, autant d'éléments qui renforcent la perspective de futures découvertes commerciales. P4



Feux de forêt
Les sinistrés
indemnisés
avant fin août

Les indemnités couvriront l'ensemble des dommages établis à l'issue des opérations de recensement. Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a présidé, hier au Palais du Gouvernement, une réunion de la commission multisectorielle chargée d'examiner les dossiers d'indemnisation des personnes touchées par les incendies de forêt, conformément aux instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à achever l'opération d'indemnisation avant la fin du mois en cours. Cette réunion s'inscrit dans le cadre du suivi de la dernière phase de prise en charge des sinistrés, après l'achèvement par les commissions locales, sous la supervision des walis, des opérations de recensement, d'inventaire et de constatation sur le terrain des dommages. Ces opérations doivent permettre l'examen des dossiers et la détermination du montant des indemnités dues. Le ministre a affirmé que les indemnités couvriront l'ensemble des dommages établis lors des opérations de constatation, notamment les habitations et les biens, les biens mobiliers, les récoltes agricoles et les arbres fruitiers, le cheptel ainsi que les autres pertes enregistrées. Saïd Sayoud a insisté sur la nécessité d'accélérer l'examen des dossiers et de finaliser les procédures, tout en veillant à leur exactitude et à leur intégrité. Il a souligné que l'opération d'indemnisation doit reposer sur l'objectivité, l'équité, la justice et la transparence, afin de garantir à chaque sinistré éligible le bénéfice de ses droits. Il a également appelé à renforcer la coordination et le suivi quotidien et à redoubler d'efforts afin d'achever l'indemnisation de l'ensemble des personnes touchées avant la fin août. Dans le même contexte, le ministre a insisté sur la nécessité de tirer les enseignements de cette expérience, de renforcer les dispositifs de prévention et d'anticipation, d'améliorer le niveau de préparation des différents services et de consolider leur coordination. L'objectif est de permettre une réponse plus efficace et plus rapide aux risques liés aux changements climatiques et à la hausse des températures. **R. N.**

IL REPOSAIT SUR 33 SOCIÉTÉS FICTIVES ET PLUS DE 7 380 MILLIARDS DESTINÉS AU BLANCHIMENT D'ARGENT
Un réseau transnational démantelé à Oran

Fraude fiscale, recyclage et blanchiment d'argent suspect : le crime financier ne se connaît plus de limites en Algérie ; en dépit des mises en garde des hautes autorités du pays, des batteries de mesures répressives et des cas de figures lourdement condamnés dans un passé proche. Ou en voie de condamnation.

En témoigne cette retentissante affaire liée au démantèlement d'un véritable réseau criminel organisé transnational ; spécialisé dans le blanchiment d'argent, la fraude fiscale et le recyclage d'argent suspect, par le Service régional de lutte contre la criminalité organisée (SRLCO) de la Sûreté nationale d'Oran. Le coup de filet est éloquent. Quatorze membres appartenant au réseau ont été arrêtés. Des enquêtes approfondies sur cette affaire, qui s'étend à plusieurs wilayas à l'intérieur ainsi qu'à l'étranger ont permis de découvrir les activités de ce réseau qui a créé 33 sociétés fictives et exploité leurs comptes bancaires pour blanchir plus de 7 380 milliards de centimes en espèces, avec la saisie 82 sceaux et chèques appartenant aux sociétés fictives et à leurs

dirigeants. Il faut savoir que cette opération de grande envergure, menée sous la supervision du parquet compétent, a également permis de récupérer 29 biens immobiliers « boutiques, appartements résidentiels et terrains » dont la valeur est estimée à plus de 26 milliards de centimes. Egalement, des soldes bancaires, estimés à plus de 20 milliards de centimes et 2 155 euros ont été gelés et judiciairement saisis par la banque. Deux machines industrielles de soudure de tuyaux, d'une valeur financière supérieure à 10 milliards de centimes en plus de 11 voitures de tourisme, dont la plupart des véhicules de luxe, avec une valeur financière estimée à environ 6,5 milliards de centimes. Une somme d'argent en monnaie nationale estimée à 148 millions de centimes ainsi qu'une



somme d'argent en monnaie étrangère estimée à 1555 euros, ont été saisies. Des sources proches de l'institution bancaire ont estimé que la valeur financière estimée des fonds ainsi que

des biens saisis s'élevait à plus de 62 milliards de centimes. A noter que tous les suspects ont été déférés devant le Procureur de la République près du tribunal de Fellaoucene. **R. N.**

MISE EN ŒUVRE DU SERVICE D'ACCUEIL VIRTUEL DES CITOYENS
Le Médiateur de la République peaufine les derniers rouages



Le Médiateur de la République, M. Mohamed Hattab, a présidé, hier, une réunion de coordination consacrée au suivi de la mise en œuvre du programme d'action de l'instance et à l'examen de nombre de projets visant à améliorer sa performance et la qualité des services offerts aux citoyens, a indiqué un communiqué de l'Instance du Médiateur de la République. La réunion, tenue au siège de l'instance en présence des cadres centraux, a permis de passer en revue «le projet de lancement de la phase pilote du service d'accueil virtuel des citoyens, dont la mise en œuvre est prévue à partir du mois de sep-

tembre prochain, dans le cadre du processus de transformation numérique engagée par l'instance», a précisé le communiqué. Une démarche qui vise « à rapprocher le service public des citoyens et à faciliter la réception des requêtes par visioconférence, notamment pour les citoyens résidant dans des régions reculées et les personnes à besoins spécifiques, leur épargnant ainsi les difficultés liées aux déplacements et allégeant la pression sur les délégations locales, tout en contribuant à accélérer le traitement des requêtes suivant un guide unifié garantissant l'uniformisation des procédures, la qualité du service et la

protection des données personnelles », peut-on lire dans le document de la Médiation de la République. La même source a fait également savoir que la réunion a aussi porté sur la méthodologie d'élaboration du bilan d'activité annuel de l'instance, notamment dans son volet relatif au traitement des requêtes. Dans ce contexte, Mohamed Hattab a souligné que le bilan annuel devrait constituer un outil d'évaluation et de prise de décision, et « non un simple recueil de données statistiques, et ce, à travers l'adoption d'une méthodologie analytique moderne fondée sur l'interprétation des indicateurs et leur mise en relation avec la réalité sur le terrain, permettant ainsi d'identifier les dysfonctionnements, de cerner les véritables causes de la récurrence des préoccupations, d'évaluer le niveau de réactivité des administrations et de formuler des recommandations permettant d'améliorer les performances et de rehausser la qualité du service public », fera-t-il savoir. In fine, il insistera sur la nécessité,

lors de la prochaine étape, d'ancrer une culture de la performance et du résultat et de passer d'une logique de gestion des dossiers à une logique de création d'impact, à travers la numérisation, l'analyse stratégique des données et l'évaluation continue, en vue de renforcer le rôle de l'Instance en tant que force de proposition accompagnant l'administration dans l'amélioration de ses performances, tout en incarnant une administration publique plus efficace, plus transparente et plus proche des citoyens, a-t-il affirmé. En définitive, une démarche, qui, selon le communiqué participe de la nouvelle vision de l'Instance du Médiateur de la République, axée sur la modernisation des mécanismes de travail, le renforcement de la transformation numérique et la valorisation des données au service de la prise de décision, conformément aux orientations de l'Etat en matière de modernisation du service public et de renforcement de la confiance du citoyen dans ses institutions, a conclu la même source. ■



Quotidien national
d'information édité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la
presse Abdelkader Safir,
02 Rue Farid Zoulouache,
Kouba, Alger

Redaction@lexpressquotidien.dz
www.lexpressquotidien.dz
Tél./Fax : 028 26 99 24
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :
NOURDINE BRAHMI
DIRECTEUR HONORAIRE:
ZAHIR MEHDAOUI
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
RABAH YUCEF RABAH

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication
d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression
d'Alger (SIA)
Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou
tout autre document et illustration
adressés ou remis à la Rédaction ne
sont pas rendus et ne peuvent faire
l'objet d'une réclamation.

UN NOUVEAU SOUFFLE BILATÉRAL

Alger et Bamako tournent la page de la crise

Alger et Bamako ont confirmé la pleine relance de leur coopération politique, diplomatique et sécuritaire, avec, en toile de fond, la perspective d'une nouvelle dynamique dans les échanges économiques. C'est ce qui ressort d'un communiqué diffusé hier à Alger par le Premier ministre, à l'issue d'un entretien téléphonique entre le Premier ministre, Sifi Ghrieb, et son homologue malien, le général de division Abdoulaye Maïga.

PAR MAHDI B

Chargé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, Sifi Ghrieb s'est entretenu dimanche avec le chef du gouvernement malien. Les deux responsables ont réaffirmé leur attachement aux relations de fraternité, de solidarité et de bon voisinage unissant les deux peuples, tout en faisant part de la volonté des dirigeants des deux pays « d'insuffler une nouvelle dynamique aux relations bilatérales et de relancer la coopération dans les différents domaines ». À l'issue de cet entretien, le Premier ministre algérien a adressé à son homologue malien une invitation officielle à effectuer une visite de travail en Algérie. Les deux responsables ont également échangé leurs points de vue sur plusieurs questions régionales et internationales d'intérêt commun. Dans ce cadre, ils ont souligné « la volonté de l'Algérie et du Mali de renforcer la place du Sahel en tant qu'espace de coopération, d'échanges et de développement commun, dans un climat de sécurité et de stabilité », selon le communiqué. Cette nouvelle étape semble ainsi tourner la page de la période de tension qui avait fortement affecté les relations entre les deux pays. Une crise qui avait mis à rude épreuve des liens historiques, fondés sur la proximité géogra-

phique, la fraternité entre les deux peuples et une longue tradition de coopération. Le rapprochement s'était déjà amorcé le 10 juillet dernier, lorsque les deux pays avaient annoncé une série de mesures destinées à rétablir leurs relations diplomatiques. Bamako avait notamment annoncé le retour à Alger de son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, ainsi que la réouverture de son espace aérien à l'ensemble des aéronefs civils et militaires en provenance ou à destination de l'Algérie. Ces décisions avaient été présentées par les autorités maliennes comme une étape vers la « redynamisation des relations de coopération et d'amitié » entre les deux pays. Elles avaient également ouvert la voie à une reprise du dialogue politique et diplomatique après plus de quinze mois de crise. Le nouveau climat entre Alger et Bamako intervient dans un contexte sécuritaire particulièrement difficile au Sahel. Le Mali reste confronté à la menace persistante des groupes terroristes et aux tensions dans le Nord du pays, tandis que la situation économique demeure fragile. Dans ce contexte, le rétablissement du dialogue avec l'Algérie revêt une importance particulière pour Bamako. L'Algérie, qui a historiquement joué un rôle dans les efforts de règlement de la crise malienne, notamment à travers l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du pro-



cessus d'Alger en 2015, demeure également un acteur régional majeur dans la recherche de solutions politiques et sécuritaires aux crises qui affectent le Sahel. Au-delà du volet politique et sécuritaire, la relance des relations ouvre également des perspectives économiques. Les deux pays sont liés par plusieurs projets structurants destinés à renforcer les échanges et l'intégration régionale, notamment dans les domaines des infrastructures, de l'énergie, des transports et du commerce. La prochaine rencontre à Alger entre les Premiers ministres algérien et malien, accompagnés de leurs délégations respectives, devrait permettre de donner un contenu concret à cette nouvelle dynamique et de consolider davantage la coopération bilatérale. Après des mois de tensions et de malentendus, Alger et Bamako semblent désormais vouloir privilégier le dialogue, les intérêts communs et la coopération. Une nouvelle page s'ouvre dans les relations entre les deux voisins du Sahel. ■

SOUTIEN MILITAIRE AU NIGER

Alger déploie quatre hélicoptères pour Niamey

L'Algérie a fait don de quatre hélicoptères militaires et d'un lot d'équipements à l'armée du Niger, conformément aux instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué publié hier. Dans ce cadre, deux hélicoptères Mi-24V et deux Mi-171 ont décollé de la base d'In Guezzam, relevant de la 6e Région militaire, à destination de

l'aéroport de Niamey, au Niger, précise la même source. Une quantité de munitions destinées à ces hélicoptères a également été acheminée à bord d'un avion de transport militaire de l'Armée de l'air. L'opération comprend également des pièces de rechange, des moyens de maintenance ainsi que du matériel de soutien logistique, indique le MDN. Cette opération, qui s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations fraternelles et historiques entre les deux pays, confirme l'en-

gagement de l'Algérie à continuer d'accompagner les pays de la région, notamment dans les domaines de la défense et de la sécurité, à travers l'échange d'expériences et un soutien multiforme, souligne le communiqué. À travers cette démarche, l'Algérie réaffirme sa détermination à poursuivre ses efforts, en coordination avec ses partenaires, en faveur du renforcement de la sécurité et de la stabilité dans la région, conclut le MDN. ■

SOUS LE SIGNE DE LA RÉSISTANCE ET DE L'INDÉPENDANCE

Université d'été des cadres sahraouis à Boumerdès

C'est demain que s'ouvre, à Boumerdès, la 14e édition de l'Université d'été des cadres de l'État sahraoui et du Front Polisario, qui se poursuivra jusqu'au 20 août. Placée sous le thème « Résistance, liberté et indépendance totale », cette rencontre s'inscrit dans la continuité d'une tradition de formation politique et académique et entend réaffirmer le soutien algérien à la cause sahraouie. Plus de 335 cadres sahraouis, issus de différentes générations et spécialités, sont attendus à cette session intensive de dix jours. Au programme : conférences et débats animés par des experts algériens et sahraouis autour de l'histoire des mouvements de libéra-

tion, du droit international public, des nouvelles technologies de l'information et de la communication, de la communication politique ainsi que des mutations géopolitiques mondiales. Le choix du thème de cette édition intervient dans un contexte marqué par la persistance du conflit au Sahara occidental et les tensions autour de l'exploitation de ses ressources naturelles. Lors d'une conférence de presse tenue samedi à Alger, l'ambassadeur sahraoui en Algérie, Khatri Adouh Khatri, a dénoncé « l'intensification des politiques d'annexion et l'exploitation illicite des ressources naturelles du territoire ». Un volet spécifique de l'Université d'été sera consacré à cette problématique, notamment à ses dimensions juridiques et au droit des peuples à disposer de leurs ressources naturelles. La situation des prisonniers politiques sahraouis a également été au centre des préoccupations exprimées par le diplomate sahraoui. Il a notamment alerté sur la « grave détérioration » des conditions de détention des membres du groupe de Gdeim Izik, faisant état d'isolement cellulaire prolongé, de négligence médicale et de restrictions concernant les visites familiales. Des appels ont ainsi été lancés en faveur de leur libération « immédiate et inconditionnelle », de la garantie de soins médicaux appropriés et de la levée des restrictions sur les visites. Les revendications des sahraouis portent également sur le déploiement de commis-

sions d'enquête internationales et l'intervention du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), afin d'examiner et de documenter les violations dénoncées dans les territoires occupés. Au-delà de sa dimension politique et académique, cette édition revêt une forte portée mémorielle. Le choix de la période du 11 au 20 août fait directement écho au 20 août 1956, date du Congrès de la Soummam, événement fondateur de la Révolution algérienne. Pour l'ambassadeur sahraoui, cette proximité symbolique traduit « la profonde convergence des destins entre les luttes algérienne et sahraouie pour l'émancipation nationale ». La presse algérienne a, par ailleurs, été saluée pour sa couverture de la question sahraouie. Selon Khatri Adouh Khatri, cette couverture constitue « un soutien moral essentiel pour les militants sur le terrain et les détenus ». Pour sa part, Dr Boudjemaa Souilah, membre du Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui (CNASPS), a estimé que cette Université d'été « n'est pas un simple colloque académique », mais constitue « un acte de résistance intellectuelle face aux tentatives de liquider une question de décolonisation ». La formation des cadres sahraouis au droit international et à la mémoire historique vise, selon lui, à consolider « les fondements juridiques et politiques d'une cause juste qui ne saurait être résolue par le fait accompli ». Y. R.

Farid Ouahid Dahmane nouvel ambassadeur d'Algérie au Soudan du Sud

Le gouvernement du Soudan du Sud a donné son agrément à la nomination de son excellence Farid Ouahid Dahmane en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Algérie auprès de la République du Soudan du Sud, avec résidence à Nairobi, a indiqué hier un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

Éditorial l'EXPRESS

FRATERNITÉ RETROUVÉE

PAR BOUALEM B.

Il y a encore peu, les relations entre Alger et Bamako étaient au plus bas. Aujourd'hui, le ton a radicalement changé. Le Premier ministre malien, le général Abdoulaye Maïga, évoque désormais une « convergence totale de vues » avec le président Abdelmadjid Tebboune. Un changement de cap qui pourrait marquer le début d'un nouveau chapitre dans les relations entre les deux pays. Devant les journalistes, lors du Grand Oral consacré au bilan de la Transition, Maïga n'a pas seulement salué la qualité des liens entre les deux pays. Il a rappelé les principes qui les fondent désormais : le respect de la souveraineté des États et la non-ingérence. Les divergences d'hier, a-t-il reconnu, sont derrière eux. Puis, comme pour ancrer ce propos dans quelque chose de plus personnel, il a récité un couplet de Kassaman. Formé à l'ENA d'Alger, comme d'autres responsables maliens, il a ainsi redonné chair à une histoire commune que la diplomatie avait momentanément reléguée au second plan. Ce geste renvoie à des liens plus anciens que les crises récentes : des échanges séculaires, des parcours partagés, une proximité humaine que ni les frontières ni les tensions politiques n'ont jamais totalement effacée. Le président Tebboune l'avait déjà souligné à sa manière, en rappelant que les deux pays sont « condamnés à s'entendre ». Les dirigeants passent, les réalités géographiques et humaines demeurent. Et dans un Sahel où le chaos guette, isoler un voisin pour en faire une proie facile n'a jamais constitué une stratégie durable. La détente intervient dans un moment délicat. Au nord du Mali, la situation sécuritaire s'est dégradée. Kidal est tombée entre les mains d'une coalition de groupes jihadistes et indépendantistes. L'armée malienne cherche un second souffle. Dans ce contexte, le retour au dialogue avec l'Algérie n'est pas seulement une affaire de protocole. Il ouvre la possibilité d'une coordination plus sereine face à des menaces qui, elles, ne connaissent pas les frontières. Les deux pays partagent, au fond, la même exigence : une région pacifiée, débarrassée du terrorisme et de toute forme d'hégémonie extérieure. Les relations entre États voisins restent toujours fragiles. Elles se nourrissent de confiance autant que d'intérêts. Mais lorsque le Premier ministre malien affirme que le dialogue, le respect mutuel et la défense des intérêts respectifs restent le socle des relations bilatérales, et que le président algérien refuse d'emblée toute ingérence dans les affaires d'autrui, un espace se rouvre. Un espace où les deux peuples ont davantage à gagner à se comprendre qu'à s'accuser. Ce n'est pas encore une alliance scellée. C'est, plus simplement, le retour du possible. Et dans une région qui en a tant besoin, cela compte.

Commerce extérieur
L'État filtre
davantage les
importations

L'Algérie poursuit le renforcement de son dispositif de contrôle des importations, avec un double objectif : préserver ses réserves de change et favoriser davantage la production nationale. Après les mesures visant les importations de marchandises, le dispositif s'étend désormais aux services, dont les formalités sont effectuées exclusivement en ligne depuis le 1er août. Cette nouvelle étape marque le passage au 100 % numérique des procédures de dépôt des demandes d'importation de services, via une plateforme dédiée. Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a, à cette occasion, précisé la liste des prestations soumises au Programme prévisionnel d'importation (PPI), lesquelles nécessitent une autorisation préalable de son département avant toute domiciliation bancaire. Le champ concerné est particulièrement large. Il englobe notamment le renouvellement de licences, l'acquisition et la mise à jour de logiciels, les prestations de consulting, les frais de formation, le transfert de dividendes, les participations à des événements à l'étranger, les franchises, les honoraires des bureaux d'études ainsi que les prestations liées aux joueurs et aux staffs techniques étrangers. Sont également concernés le transfert des salaires des expatriés, la part transférable des appels d'offres internationaux, les cotisations, les excédents de recettes et les services juridiques. La plateforme précise que d'autres catégories de services peuvent également être soumises au PPI. Mis en place en juillet 2025 par le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, ce mécanisme vise à renforcer la traçabilité du commerce extérieur et à mieux encadrer les opérations d'importation. Il doit également contribuer à lutter contre les pratiques de surfacturation et de sous-facturation, tout en encourageant la production locale et en préservant les réserves de change. Cette politique intervient dans un contexte marqué par une progression significative de la facture des importations. Les importations de biens et services ont atteint 63,4 milliards de dollars en 2025, contre 54,62 milliards en 2024, 49,46 milliards en 2023, 46,02 milliards en 2022, 43,56 milliards en 2021 et 40,98 milliards en 2020. Cette progression s'explique notamment par la reprise et l'accélération des investissements publics dans les grands projets d'infrastructures, ainsi que par les acquisitions d'équipements engagées depuis la fin de la crise sanitaire. Parmi les projets ayant contribué à cette dynamique figurent la réalisation de la ligne ferroviaire reliant Béchar au gisement de fer de Gara Djebilet sur près de 950 kilomètres, la liaison ferroviaire entre le gisement de phosphate de Blad El Hadba, à Tébessa, et le port d'Annaba, la modernisation de cette infrastructure portuaire ainsi que l'acquisition de nouveaux appareils au profit d'Air Algérie. Au-delà du contrôle des flux, Alger cherche ainsi à instaurer un commerce extérieur davantage encadré, traçable et compatible avec ses priorités économiques, tout en limitant les sorties de devises et en renforçant la place de la production nationale.

UN TRÉSOR D'HYDROCARBURES ENCORE SOUS-EXPLORÉ
L'offshore, l'autre eldorado
énergétique

Le bassin offshore algérien recèle un important potentiel d'exploration pétrolière et gazière en Méditerranée, selon une publication consacrée au projet « EXALT », développé par le groupe américain SLB, anciennement Schlumberger, en collaboration avec l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT).

PAR MAHREZ Z.

L'étude de SLB met en avant l'importance et le caractère encore largement inexploré du domaine offshore algérien, qui couvre plus de 130 000 km², alors que seuls trois puits y ont été forés et qu'environ 15 000 km de données sismiques 2D sont disponibles. Pour le groupe américain, cette situation laisse entrevoir un potentiel d'exploration considérable. L'intérêt des travaux menés dans le cadre du projet EXALT réside notamment dans l'amélioration de la connaissance du sous-sol. Les données sismiques existantes ont été retraitées afin d'obtenir une image plus précise des structures géologiques et de mieux identifier les zones susceptibles de présenter un intérêt pour l'exploration. Cette nouvelle lecture du bassin permet, selon SLB, de réduire les incertitudes et de mieux apprécier les risques associés aux futures opérations. Pour le groupe américain, l'amélioration de l'imagerie et l'interprétation intégrée des données renforcent l'intérêt du bassin auprès des compagnies et leur permettent de disposer d'une meilleure visibilité avant d'engager de nouveaux travaux d'exploration. Les travaux réalisés mettent en évidence deux unités de roches mères susceptibles de générer du pétrole et du gaz et d'alimenter plusieurs types de pièges. Les données analysées apportent également des indices en faveur de processus de génération, de migration et de piégeage des hydrocarbures, autant d'éléments qui renforcent la perspective de futures découvertes com-



merciales. Ces conclusions sont confortées par plusieurs travaux présentés lors du premier workshop EAGE-ALNAFT consacré à l'offshore algérien, organisé à Alger en mai 2026. Les différentes études réalisées dans ce cadre ont permis de réévaluer le potentiel du domaine offshore à partir des données sismiques, géologiques et géochimiques disponibles. Elles confirment le caractère encore peu exploré de cette partie du domaine minier algérien et mettent en évidence de nouvelles perspectives pour l'exploration. L'une des études présentées lors de cette rencontre conclut notamment à l'existence d'un système pétrolier potentiellement actif dans les zones profondes du bassin. Les travaux ont

également permis d'identifier plusieurs nouveaux types de cibles susceptibles de présenter un intérêt pour l'exploration. L'ensemble de ces résultats contribue à améliorer la compréhension du bassin et à orienter les prochaines opérations vers les secteurs jugés les plus prometteurs. Le workshop organisé par l'EAGE et ALNAFT a précisément mis en évidence l'évolution progressive de la connaissance du domaine, depuis les premières campagnes sismiques jusqu'aux travaux récents destinés à mieux évaluer la maturité des prospects et à réduire le risque exploratoire. Cette dynamique intervient dans un contexte marqué par la volonté des responsables du secteur

d'accroître l'exploration du domaine minier et d'attirer davantage d'investissements dans l'amont pétrolier et gazier. Au-delà des résultats du projet EXALT, la multiplication des travaux consacrés à l'offshore algérien traduit ainsi un changement de perspective. Longtemps considéré comme un domaine à fort potentiel, mais difficile à explorer en raison du manque de données et de la complexité du sous-sol, le bassin bénéficie désormais de nouvelles méthodes d'imagerie et de modélisation permettant de mieux cibler les zones d'intérêt. Pour l'Algérie, l'enjeu est désormais de transformer cette meilleure connaissance géologique en opérations d'exploration concrètes. ■

EXPORTATIONS ÉNERGÉTIQUES

Le naphta algérien atteint
des sommets en Europe

L'Algérie s'est hissée en tête des fournisseurs de naphta de l'Europe au cours du mois de juillet, avec des expéditions atteignant environ 397 400 tonnes, soit leur plus haut niveau mensuel depuis mai 2025. Cette performance confirme la montée en puissance du naphta algérien sur le marché européen. Les importations européennes de naphta ont connu une nette progression en juillet 2026, selon un rapport de la plateforme spécialisée Attaqa, principalement sous l'effet de la hausse des approvisionnements algériens, dans un contexte marqué par les bouleversements du transport maritime liés aux tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Le naphta est l'un des produits pétroliers légers obtenus principalement à partir du pétrole brut et du gaz naturel, à travers des procédés de séparation, de raffinage et de distillation. Il s'agit d'un liquide léger, volatil et hautement inflammable, largement utilisé comme matière première

dans l'industrie pétrochimique pour produire notamment de l'éthylène et du propylène. Après traitement, il peut également entrer dans la fabrication de certains types de carburants. Le naphta est aussi utilisé pour diluer le pétrole brut lourd, ce qui permet d'en améliorer la fluidité et de faciliter son transport par oléoduc ou par voie maritime. Les importations européennes de naphta ont atteint environ 1,74 million de tonnes en juillet, contre 1,25 million de tonnes en juin, soit une hausse mensuelle de 39,2 %, équivalant à près de 490 000 tonnes supplémentaires. L'Algérie s'est ainsi imposée comme le premier fournisseur de naphta de l'Europe en juillet, avec des expéditions de l'ordre de 397 400 tonnes, un niveau mensuel inédit depuis mai 2025. Cette progression intervient dans un contexte de réorganisation des flux mondiaux de naphta, sous l'effet des tensions ayant perturbé la navigation en mer Rouge et dans le détroit de Bab el-Mandeb. Ces per-

turbations ont conduit certains fournisseurs à réorienter une part plus importante de leurs cargaisons vers les marchés européens. L'Algérie a également modifié l'itinéraire d'une partie de ses exportations destinées à l'Asie afin d'éviter les risques liés au passage par la mer Rouge. Dans le même temps, ses exportations de naphta vers l'Asie sont passées d'environ 292 000 tonnes en juin à 441 000 tonnes en juillet, en empruntant des routes maritimes plus longues via le cap de Bonne-Espérance. Ces évolutions témoignent de la capacité de l'Algérie à tirer parti des mutations des marchés mondiaux de l'énergie et à renforcer sa présence sur le marché européen, en s'appuyant notamment sur sa proximité géographique avec le continent. Outre l'Algérie, l'Europe a reçu des cargaisons provenant de plusieurs autres marchés, notamment des pays méditerranéens et des États-Unis. L'Italie arrive en deuxième position avec environ 264 700 tonnes, suivie

de l'Espagne avec près de 212 300 tonnes, tandis que les expéditions en provenance des États-Unis ont atteint environ 160 800 tonnes. Les approvisionnements américains vers l'Europe ont atteint leur plus haut niveau en près de onze mois, grâce notamment à l'arrivée dans plusieurs ports majeurs, dont Anvers et Rotterdam, de cargaisons parties du golfe du Mexique en juin. Les exportations américaines de naphta vers l'Europe pourraient toutefois ralentir au cours des prochains mois, en raison de la réduction des écarts de prix entre les deux marchés. Cette évolution réduit la rentabilité des opérations d'exportation une fois les coûts de transport pris en compte. Ces développements soulignent l'importance croissante du naphta algérien dans l'approvisionnement du marché européen et illustrent la capacité des exportations énergétiques algériennes à s'adapter aux évolutions géopolitiques et aux changements des routes commerciales mondiales. **R. E.**

INDISPENSABLE POUR LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Des casques « homologués et certifiés » équipent les motards

L'Algérie fait face à une recrudescence alarmante des drames routiers marquée récemment par de tragiques accidents d'autocars, notamment à Boumerdès et Constantine. Au 31 décembre 2025, les motorcycles ont été impliqués dans 24% des accidents dans les grandes villes, avait indiqué février dernier, Lahcen Boubka, directeur des études à la Délégation Nationale à la Sécurité Routière (DNSR). Pour protéger efficacement les motards et leurs passagers en cas de choc, l'accès à des équipements certifiés est indispensable pour garantir la sécurité de tous sur la route.

Actuellement, l'industrie de la moto connaît un essor, entraînant naturellement celui des casques de moto. En effet, au fil des années, l'industrie des casques de moto a connu une évolution remarquable. Elle est passée de la dépendance à l'importation à la création d'une unité de production locale qui « en plus de répondre aux besoins du marché national, apporte des solutions aux problèmes des usagers des deux roues », estime Malik Saker, directeur des ventes de la marque Prox4, spécialisée dans la fabrication de casques motos. Dominé jusque là « par des produits chinois et indiens qui ne bénéficient pas des homologations et certifications requises », Prox4 produit annuellement 700 000 casques, précise M. Saker. Avec sa capacité de production, le fabricant algérien veut se po-

sitionner comme un acteur clé de l'exportation africaine et internationale. L'opérateur algérien envisage d'exporter 85 % de sa production vers des pays d'Afrique, d'Amérique du Sud et d'Asie, et fournir avec les 15 % restants le marché national, poursuit le directeur des ventes. Une dynamique industrielle s'inscrit dans une stratégie plus large visant à renforcer le savoir-faire local et à hisser l'Algérie parmi les références du continent de la sécurité routière pour les motards. L'usine implantée à Bouira est la première en Algérie, et la deuxième d'Afrique intégrant tous les processus de production de casques moto certifiés. Elle permettra à l'Algérie de se positionner comme un « acteur incontournable dans le domaine de l'équipement de sécurité pour motards », en produisant localement

des casques répondant aux « standards internationaux les plus stricts et avec un taux d'intégration de 100% », se targue notre interlocuteur. Le constructeur a pénétré le marché avec deux produits. Il s'agit de « hélix 5 » et le « single junior » casque pour enfant. En concevant un casque pour enfant, Prox4 assure la sécurité des enfants qui se déplacent avec un parent sur les deux roues. « Faute de trouver des modèles adaptés, les parents font porter des modèles pour adultes à leurs enfants. Or, cette pratique ne garantit en rien leur sécurité en cas de choc. C'est pourquoi nous avons lancé ce nouveau produit, parfaitement adapté aux trajets en scooter avec les parents, mais aussi à la pratique du vélo et de la trottinette », dit M. Saker. Une gamme que le constructeur envisage



d'élargir. Pour lui, « le port d'un casque de moto homologué constitue le principal rempart notamment, contre les traumatismes crâniens mortels ». Il renchérit : « notre produit garantit une sécurité absolue. Nous avons d'ailleurs mis en place un protocole de test ouvert : n'importe quelle marque peut ainsi venir tester la résis-

tance de son casque au sein de nos installations. » Conçu avec une forte orientation internationale, Xpro4 vise en priorité une expansion sur le marché africain. La première opération d'exportation se fera au Ghana. Et dès 2027, l'opérateur essaiera de toucher d'autres marchés d'Afrique et aussi d'Amérique du sud, prévoient les responsables de Prox4. ■

Pour une rentrée scolaire réussie Les autorités locales se mobilisent

Les autorités locales à travers les différentes wilayas du pays poursuivent leurs efforts sur le terrain, afin d'assurer les meilleures conditions d'accueil des élèves lors de la rentrée scolaire 2026-2027, en application des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, a indiqué hier un communiqué du ministère. « En prévision de la rentrée scolaire 2026-2027 et en application des instructions données par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud,

lors de la dernière réunion de coordination avec les walis de la République, portant sur la nécessité de tout mettre en œuvre et de prendre en charge les insuffisances relevées, les autorités locales à travers les différentes wilayas du pays continuent leurs efforts sur le terrain, afin d'assurer les meilleures conditions d'accueil des élèves », précise la même source. Ces efforts « s'inscrivent dans le cadre d'une approche intégrée fondée sur le suivi de terrain et la coordination permanente entre les différents services, notamment à

travers l'intensification des visites dans les établissements scolaires pour s'enquérir de l'état de préparation des infrastructures et des salles de cours et de la situation de la restauration et du transport scolaires, et prendre les mesures nécessaires pour réduire la surtaxe des classes et améliorer les conditions de scolarisation ». Les opérations réalisées sur le terrain ont également porté sur « le suivi des nouveaux projets éducatifs, à travers la supervision du lancement et de plusieurs infrastructures destinées à renforcer les capacités d'accueil et à

améliorer les conditions d'accueil des élèves, contribuant ainsi à assurer une rentrée scolaire dans les meilleures conditions ». Parallèlement, « des réunions de coordination ont permis d'évaluer la situation des établissements scolaires, de recenser les insuffisances et de coordonner les efforts avec les différents services concernés pour qu'elles soient prises en charge rapidement et faire en sorte que les établissements scolaires soient prêts à temps ». Dans ce cadre, des instructions ont été données pour « accélérer le

parachèvement des projets inscrits en respectant les normes de qualité, en vue de les mettre en service lors de la rentrée scolaire 2026-2027 ». Cette dynamique de terrain « témoigne de l'engagement des autorités locales à concrétiser efficacement les instructions du ministre, en traduisant les efforts consentis en mesures concrètes, à même de garantir une rentrée scolaire réussie et d'améliorer les conditions de scolarisation des élèves à travers les différentes régions du pays », conclut le communiqué.

INNOVATION

Le Harm Reduction Initiative Awards revient pour sa 5^e édition en Algérie



Les startups et innovateurs algériens développant des solutions innovantes visant à réduire les risques et à générer un impact positif durable sont invités à participer à la 5e édition du Harm Reduction Initiative Awards, organisée dans le cadre de l'Algeria Startup

Challenge (ASC) 2026, en collaboration avec Philip Morris International. Selon un communiqué d'Algeria startups, cette nouvelle édition entend mettre à l'honneur les projets et solutions capables d'apporter des réponses concrètes aux différents défis

liés à la réduction des risques, en s'appuyant notamment sur les nouvelles technologies et l'innovation. L'initiative s'adresse ainsi aux startups, entrepreneurs et innovateurs proposant des solutions susceptibles d'avoir un impact positif et durable sur les plans environnemental,

social, technologique et territorial. À travers ce programme, les organisateurs souhaitent contribuer à l'émergence de solutions innovantes répondant à des problématiques concrètes et favoriser leur développement à travers un accompagnement adapté. L'objectif est également de créer des passerelles entre les porteurs de projets et différents acteurs de l'écosystème de l'innovation, afin de faciliter la mise en œuvre et le passage à l'échelle des solutions les plus prometteuses. Les lauréats bénéficieront d'un dispositif d'accompagnement dans le cadre de l'Algeria Startup Challenge 2026, comprenant notamment du coaching et du mentorat. Cet accompagnement doit permettre aux porteurs de projets de renforcer leurs modèles, d'améliorer leurs solutions et de mieux structurer leur démarche de développement. Parmi les principaux avantages proposés figure également une subvention de 500.000 dinars algériens,

destinée à soutenir le développement du projet. Cette contribution financière vise à permettre aux startups et innovateurs sélectionnés de franchir de nouvelles étapes dans la concrétisation de leurs solutions. Le programme prévoit par ailleurs d'offrir aux participants une visibilité accrue, ainsi que des opportunités d'immersion et de mise en relation avec différents acteurs. Ces dispositifs peuvent notamment favoriser la présence des projets au sein de l'écosystème entrepreneurial. Le Harm Reduction Initiative Awards met également l'accent sur la création de partenariats stratégiques dans le domaine de l'open innovation et du co-développement. Cette approche vise à encourager la collaboration entre startups, innovateurs et entreprises afin de faire émerger des solutions répondant à des besoins spécifiques et susceptibles d'être déployées à plus grande échelle. F.A.

VÉHICULES DE TRANSPORT COLLECTIF

Les modalités d'importation et d'exonération fiscale fixées

FATIHA FATIHA A.

Les modalités d'importation et de dédouanement des véhicules automobiles destinés au transport de dix personnes ou plus, chauffeur inclus, viennent d'être encadrées par un nouvel arrêté pris en application de l'article 135 de la loi n° 25-17 du 14 décembre 2025 portant loi de finances pour 2026. Le texte fixe notamment les conditions auxquelles sont soumis les opérateurs économiques exerçant l'activité de construction de véhicules automobiles pour bénéficier du dispositif prévu par la législation. Celui-ci porte sur l'importation, dans la limite de 10.000 unités, de véhicules relevant de la position tarifaire 87.02, qu'ils soient importés à l'état fini ou non monté. Le dispositif couvre également, dans le cas des véhicules non montés, les pièces et composants constituant les kits, y compris lorsqu'ils sont importés séparément. Pour procéder au dédouanement de ces véhicules et, le cas échéant, des composants destinés à leur montage, les opérateurs concernés devront présenter une autorisation délivrée par le ministre chargé de l'Industrie. Cette autorisation doit être accompagnée d'une fiche précisant les quantités de véhicules que l'opérateur prévoit d'importer, qu'il s'agisse de véhicules finis ou non montés. Lorsque l'opération concerne des véhicules importés sous forme de kits, une liste détaillant les quantités de pièces et composants concernés devra également être fournie. Le texte prévoit par ailleurs la présentation d'une attestation d'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) délivrée par les services territorialement compétents de l'administration fiscale. La demande d'autorisation doit être adressée au ministre chargé de l'Industrie par les opérateurs économiques exerçant l'activité de construction automobile. Elle doit être accompagnée des documents requis, établis conformément aux modèles prévus dans les annexes de l'arrêté. L'autorisation est ensuite délivrée par décision du ministre chargé de l'Industrie, selon un modèle réglementaire. Afin d'assurer le suivi et le contrôle des opérations

Un arrêté pris en application de la loi de finances 2026 précise les conditions de dédouanement des véhicules automobiles destinés au transport de dix personnes ou plus, chauffeur compris. Le dispositif concerne un contingent pouvant atteindre 10.000 unités, importées à l'état fini ou non monté, ainsi que les pièces et composants destinés aux véhicules assemblés sous forme de kits.



concernées, la décision d'autorisation est établie en sept exemplaires originaux. Ces exemplaires sont destinés à l'opérateur économique bénéficiaire ainsi qu'à plusieurs départements et administrations concernés par le dispositif, notamment le ministère de la Défense nationale, le ministère chargé de l'Industrie, celui chargé des Transports, ainsi que le ministère des Finances à travers la Direction générale des Douanes et la Direction générale des Impôts. Cette procédure vise ainsi à assurer une coordination entre les différentes administrations impliquées dans les opérations d'importation, de dédouanement, de fiscalité et de suivi du secteur automobile. L'un des principaux volets du dispositif concerne les avantages fiscaux et douaniers accordés aux véhicules concernés. Conformément à l'article 135 de la loi de finances pour 2026, les véhicules des-

tinés au transport de dix personnes ou plus, chauffeur inclus, relevant de la position tarifaire 87.02 et importés dans la limite du contingent fixé à 10.000 unités, bénéficient d'une exonération de tous les droits et taxes. Cette exonération englobe notamment le droit additionnel provisoire de sauvegarde, la contribution de solidarité ainsi que le précompte. Le bénéfice de cette mesure est également étendu aux pièces et composants constituant les kits destinés aux véhicules non montés, lorsque ces éléments sont importés séparément.

Le dispositif ne se limite pas à la phase d'importation. L'arrêté prévoit également des exonérations au niveau de la commercialisation des véhicules concernés. Ainsi, les opérations de vente de ces véhicules sont exonérées de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ainsi que de la taxe sur les

transactions de véhicules automobiles et engins roulants. À travers ce mécanisme, les pouvoirs publics cherchent à faciliter l'introduction sur le marché national de véhicules destinés au transport collectif, tout en encadrant strictement les bénéficiaires et les volumes pouvant être importés. Le contingent de 10.000 véhicules constitue ainsi un plafond pour les opérations visées par le dispositif, tandis que l'autorisation préalable du ministère de l'Industrie et les documents fiscaux et douaniers requis constituent les principales conditions d'accès aux exonérations.

L'entrée en vigueur de cet arrêté vient donc préciser le cadre opérationnel de l'article 135 de la loi de finances pour 2026, en définissant à la fois les procédures administratives applicables, les pièces justificatives exigées et le régime fiscal et douanier accordé aux véhicules concernés.

RATIONALISATION DE LA CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ

Les campagnes de sensibilisation se poursuivent à l'Est

Les Directions de distribution de Sonelgaz poursuivent, à travers plusieurs wilayas de l'Est du pays, leurs campagnes de sensibilisation visant à promouvoir une consommation rationnelle et responsable de l'énergie électrique, dans le cadre du programme national de communication consacré à la maîtrise de la consommation énergétique. Selon un communiqué de Sonelgaz, ces actions de proximité ciblent différentes catégories de la société et visent à renforcer la prise de conscience quant à l'importance de rationaliser l'utilisation de l'électricité, tout en encourageant l'adoption de comportements responsables contribuant à préserver les ressources énergétiques nationales et à garantir la continuité d'un service public de qualité. À Annaba, la Direction de distribution a organisé une journée de sensibilisation ouverte au public au niveau de la place de la Révolution, au centre-ville. Cette initiative a permis aux équipes spécialisées de fournir aux citoyens des explications, conseils et recommandations pratiques sur l'utilisation optimale de l'énergie électrique. Des dépliants et différents supports de communication ont également été distribués,

tandis que les agents ont répondu aux questions et préoccupations des citoyens. À Guelma, une campagne de sensibilisation a été organisée au siège de la Sûreté de wilaya au profit des éléments des services de police. Les participants ont bénéficié de conseils portant notamment sur l'utilisation rationnelle et sécurisée de l'énergie électrique dans les environnements domestique et administratif. L'accent a été mis sur l'importance d'adopter de bonnes pratiques permettant à la fois de garantir la sécurité des personnes et des installations et d'améliorer l'efficacité de la consommation énergétique. À Jijel, la Direction de distribution, en coordination avec la Direction de la jeunesse et des sports, poursuit son programme de sensibilisation au profit des enfants et des jeunes au niveau des colonies de vacances, centres de loisirs et structures de jeunesse. Quelque 210 enfants ont ainsi participé à des rencontres éducatives et interactives organisées au Centre de vacances et de loisirs de Bordj Bli-da, à l'hôtel El Aouana ainsi qu'au lycée Ben Zayed Saïd El Hachemi. Ces activités ont notamment porté sur l'importance de rationaliser la consommation d'énergie, particulièrement du-

rant les périodes de pointe. Les participants ont également été sensibilisés à l'adoption de gestes simples au quotidien, notamment l'extinction des lumières et des appareils électriques lorsqu'ils ne sont pas utilisés, ainsi que l'utilisation rationnelle des climatiseurs. L'objectif est de contribuer à diffuser la culture de la consommation responsable de l'énergie au sein des familles et, plus largement, dans la société. À Constantine, la Direction de distribution, en coordination avec la Direction de la jeunesse et des sports et l'Office des établissements de jeunesse, a organisé une opération de sensibilisation de proximité au complexe sportif de proximité du quartier Boussouf. Cette initiative s'est tenue en marge du tournoi de football du 20 Août, dédié aux jeunes, qui a réuni plus de 20 équipes. Des dépliants de sensibilisation ont été distribués aux participants et au public, accompagnés de conseils et recommandations pratiques sur les bons usages de l'électricité et les moyens de réduire la consommation sans compromettre le confort des usagers. De son côté, la Direction de distribution de Bordj Bou Arreridj poursuit également son programme de sensibilisation à travers l'organisation d'une campagne de porte-à-porte dans les

localités de Sidi M'Barek Centre et du village de Thaâlba, relevant de la commune de Thenia En Nasr. Un espace d'exposition et de sensibilisation a également été aménagé au niveau du parc d'attractions de la ville de Bordj Bou Arreridj. Cette opération a permis d'établir un contact direct avec les citoyens et de leur prodiguer des conseils concernant l'utilisation rationnelle de l'électricité et du gaz, ainsi que les bonnes pratiques permettant de réduire la consommation et de préserver les ressources énergétiques. À travers ces différentes initiatives, Sonelgaz affirme son engagement à poursuivre ses actions de sensibilisation de proximité, en partenariat avec les différentes institutions et organismes, afin d'ancrer durablement une culture de consommation responsable de l'énergie. Ces campagnes accordent une attention particulière aux jeunes et aux enfants, considérés comme des acteurs essentiels dans la diffusion des bonnes pratiques au sein des familles. Elles visent également à mobiliser l'ensemble des catégories de la société autour d'un objectif commun : préserver les ressources énergétiques nationales et contribuer à une utilisation plus efficace et responsable de l'électricité.

F.A.

Énergie

Adjal passe en revue les **performances** de Sonelgaz au deuxième trimestre 2026

FATIHA A.

Ainsi, le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, a présidé, hier 2026, une réunion de la commission de coordination sectorielle consacrée au suivi de l'activité du secteur et à l'évaluation de ses performances. Au cœur des discussions : les résultats et indicateurs du groupe Sonelgaz au titre du deuxième trimestre 2026, avec un accent particulier sur l'amélioration de l'efficacité opérationnelle, le renforcement de la coordination entre les différents acteurs et la nécessité d'un suivi régulier des objectifs fixés.

Selon un communiqué du ministère, publié hier sur sa page officielle facebook, la rencontre a réuni plusieurs cadres centraux du ministère ainsi que des responsables de premier plan du groupe Sonelgaz, permettant ainsi de procéder à une évaluation détaillée de l'activité du groupe durant le deuxième trimestre de l'année en cours. L'un des principaux points inscrits à l'ordre du jour a porté sur les indicateurs et données relatifs aux résultats du groupe Sonelgaz au cours du deuxième trimestre 2026. À cette occasion, des présentations détaillées ont été effectuées afin de passer en revue les différents indicateurs enregistrés durant cette période. Ces données ont permis d'établir un état des lieux de l'évolution des activités du groupe et d'apprécier le niveau de réalisation des objectifs inscrits dans son programme de travail. La réunion a également constitué une occasion pour les responsables concernés de présenter les principaux éléments liés à l'évolution de l'activité, d'identifier les éventuelles difficultés rencontrées et d'examiner les moyens susceptibles de renforcer les performances au cours des prochaines étapes. À travers cette réunion, le ministère entend consolider une démarche de pilotage fondée sur l'évaluation régulière des résultats et des indicateurs de performance. Cette approche permet notamment de disposer d'une vision plus précise de l'état d'avancement des programmes, de mesurer le degré d'atteinte des objectifs et, le cas échéant, d'identifier rapidement les insuffisances nécessitant des mesures correctives.

Le suivi périodique des performances revêt une importance particulière pour un groupe stratégique comme Sonelgaz, dont les activités couvrent plusieurs domaines essentiels au fonctionnement de l'économie nationale et à la satisfaction des besoins des citoyens. Dans ce cadre,

Le secteur de l'Énergie et des Énergies renouvelables poursuit son dispositif de suivi et d'évaluation des performances à travers des réunions régulières consacrées à l'examen de l'état d'avancement des différents programmes et à l'analyse des résultats enregistrés sur le terrain.



l'exploitation régulière des données relatives aux performances doit permettre de renforcer la capacité d'anticipation, d'améliorer la prise de décision et d'assurer une meilleure utilisation des moyens mobilisés pour la réalisation des programmes arrêtés. Au terme de l'examen des différents dossiers, le ministre Mourad Adjal a donné une série d'instructions et de directives visant à améliorer l'efficacité de l'exécution du programme de travail. Le ministre a notamment insisté sur la nécessité de renforcer la coordination entre les différentes parties prenantes du secteur, considérant que l'atteinte des objectifs fixés repose sur une action concertée et une circulation efficace de l'information entre les structures concernées.

Il a également appelé à intensifier les efforts afin de garantir la concrétisation des objectifs arrêtés, tout en accordant une attention particulière au suivi de l'exécution des programmes et à l'évaluation de leurs résultats.

Cette exigence de coordination apparaît d'autant

plus importante que le secteur énergétique est appelé à répondre simultanément à plusieurs impératifs, notamment la satisfaction de la demande, la fiabilité des infrastructures, l'amélioration de la qualité du service et la poursuite de la modernisation du secteur. Le ministre a, par ailleurs, insisté sur la nécessité de poursuivre le travail selon une démarche reposant sur l'évaluation continue des résultats et l'anticipation des éventuelles difficultés. L'accent mis sur l'anticipation traduit ainsi une volonté d'instaurer une culture de gestion davantage axée sur les résultats, où les indicateurs de performance constituent un outil d'aide à la décision et un moyen d'évaluer concrètement l'efficacité des programmes engagés. Au-delà de la seule évaluation des résultats du deuxième trimestre, la réunion a également permis de réaffirmer la nécessité d'améliorer de manière continue l'efficacité de la gestion et de l'exécution des programmes. Pour le ministère, l'amélioration de la performance passe notamment par un suivi rapproché

des objectifs, une meilleure coordination institutionnelle et une capacité renforcée à réagir aux contraintes susceptibles d'entraver la réalisation des programmes. Dans cette optique, les responsables du secteur sont appelés à maintenir une vigilance constante sur les différents indicateurs d'activité et à procéder régulièrement à leur analyse afin de disposer d'une vision actualisée de la situation. Cette méthode doit permettre de mieux hiérarchiser les priorités, de concentrer les efforts sur les dossiers nécessitant une intervention rapide et de garantir une utilisation optimale des ressources disponibles. Les orientations données par le ministre s'inscrivent plus largement dans la dynamique de modernisation et d'amélioration de la gouvernance du secteur de l'énergie. L'objectif consiste à assurer une meilleure articulation entre les programmes, les moyens mobilisés et les résultats attendus, tout en veillant à ce que les différents acteurs travaillent selon des objectifs clairement définis et régulièrement évalués.

MATÉRIEL INDUSTRIEL LOUÉ

De nouvelles règles pour **l'admission** temporaire

Les conditions d'admission temporaire des équipements industriels importés dans le cadre de contrats de location sont désormais encadrées par une nouvelle procédure. L'autorisation, délivrée par le ministère de l'Industrie, sera soumise à un examen technique et administratif et pourra être demandée et suivie via une plateforme numérique dédiée. Les opérateurs économiques exerçant dans le secteur industriel disposent désormais d'un cadre réglementaire précisant les conditions et les modalités d'octroi de l'autorisation nécessaire à l'admission temporaire de matériels importés dans le cadre de la location. Le nouveau dispositif, pris en application de l'article 5 du décret exécutif n° 17-353 du 7 décembre 2017, vise à encadrer l'utilisation de ces équipements dans les activités de production industrielle. Selon les nouvelles dispositions, l'admission temporaire de matériels loués et destinés à être utilisés pour la production industrielle est subordonnée à une autorisation préalable délivrée par le ministre chargé de l'Industrie, sur demande de l'opérateur concerné.

Cette autorisation constitue ainsi une pièce essentielle du dossier devant être introduit auprès des services des Douanes pour bénéficier du régime d'admission temporaire. L'une des principales nouveautés du dispositif réside dans la mise en place d'une plateforme numérique dédiée au dépôt, au traitement et au suivi des demandes d'autorisation.

Les opérateurs pourront ainsi introduire leurs demandes en ligne, accompagnées d'un dossier comprenant notamment le formulaire réglementaire dûment renseigné, une copie de l'extrait du registre du commerce électronique et le numéro d'identification fiscale.

Le dossier devra également comporter une fiche technique détaillée du matériel à importer, permettant à l'administration d'identifier précisément les équipements concernés et leur utilisation prévue. À ces documents s'ajoute une copie du protocole, de l'accord ou du contrat de location du matériel importé, faisant notamment ressortir le montant de la location.

Une fois le dossier déposé, l'opérateur reçoit un récépissé de dépôt, qui constitue le point de dé-

part du délai réglementaire prévu pour l'examen de sa demande. Le ministère chargé de l'Industrie dispose d'un délai maximum de 45 jours à compter de la délivrance du récépissé de dépôt pour statuer sur la demande. L'autorisation est délivrée par décision du ministre chargé de l'Industrie, conformément au modèle réglementaire prévu par l'arrêté.

Cette procédure vise notamment à assurer un traitement structuré des demandes tout en permettant à l'administration de vérifier que les équipements importés répondent effectivement aux besoins de l'activité industrielle déclarée. Avant de prendre sa décision, le ministère procède à un examen approfondi du dossier. Plusieurs critères doivent être vérifiés, à commencer par la nature de l'activité exercée par l'opérateur. Les services compétents doivent notamment s'assurer que l'opérateur exerce effectivement une activité industrielle en relation avec le matériel qu'il souhaite importer. L'administration examine également les capacités techniques et les capacités de production de l'entreprise, afin de déterminer si celle-ci dispose des

moyens nécessaires pour exploiter les équipements concernés. Un autre volet important concerne les infrastructures. Les services compétents doivent vérifier l'existence de locaux et d'installations permettant d'accueillir et d'utiliser le matériel importé dans de bonnes conditions. Cette vérification peut donner lieu à une visite d'inspection sur le site où l'activité de production est implantée. La visite est sanctionnée par un rapport descriptif établi par le directeur chargé de l'Industrie de la wilaya concernée. Le ministère peut également solliciter l'avis de toute institution ou organisme susceptible de contribuer à l'évaluation du dossier. Une fois accordée, l'autorisation est valable pour une durée de 12 mois. Passé ce délai, elle devient sans effet. En cas de rejet de la demande, la décision défavorable doit être motivée et notifiée à l'opérateur concerné, garantissant ainsi une meilleure transparence dans le traitement des dossiers. Toute nouvelle demande d'autorisation devra, pour sa part, respecter les mêmes conditions et modalités fixées par le dispositif.

F.A.

LANCEMENT DES TRAVAUX DE RÉALISATION

Un hôpital de 120 lits à Messaâd

Le projet, qui sera implanté à proximité du nouveau pôle urbain, comprend un vaste bâtiment regroupant des services médicaux spécialisés, des salles de soins, des blocs opératoires, des espaces spécialement aménagés pour l'imagerie médicale par radiologie de pointe, ainsi que des espaces d'accueil et d'hospitalisation.



La wilaya de Messaâd nouvellement créée a été enregistrée, jeudi, le lancement des travaux de réalisation d'un hôpital de 120 lits de nature à contribuer au renforcement des infrastructures du secteur de la santé et à l'amélioration du service public. Le chantier du projet a été lancé par le wali de Djelfa, Djahid Mous, en compagnie du wali délégué de Messaâd, Adel Daoudi, dans le cadre du programme de développement complémentaire. Selon la fiche technique de réalisation du projet, dont le délai de est fixé à 36 mois, une enve-

loppe de 5 milliards de DA a été accordée pour les travaux de construction et l'équipement de l'établissement, qui sera doté de l'ensemble des services médicaux nécessaires. Après avoir écouté des explications détaillées sur la réalisation du projet, le chef de l'exécutif de la wilaya a insisté sur la nécessité de respecter les normes de qualité dans la des travaux ainsi que les délais contractuels. Il a souligné que cette nouvelle infrastructure constitue « une priorité de développement pour promouvoir le secteur de la santé et améliorer les services assurés aux citoyens ».

Le projet, qui sera implanté à proximité du nouveau pôle urbain, comprend un vaste bâtiment regroupant des services médicaux spécialisés, des salles de soins, des blocs opératoires, des espaces spécialement aménagés pour l'imagerie médicale par radiologie de pointe, ainsi que des espaces d'accueil et d'hospitalisation. Cette nouvelle infrastructure renforcera le système de santé publique, rapprochera les services médicaux des citoyens et leur évitera les déplacements vers des hôpitaux éloignés pour les cas spécialisés ou les interventions chirurgicales complexes, selon de nombreux habitants

RENTRÉE SCOLAIRE

Réception de 11 nouveaux établissements scolaires à Bouira

Le secteur de l'éducation dans la wilaya de Bouira sera renforcé, à l'occasion de la prochaine rentrée scolaire, par la réception de 11 nouveaux établissements couvrant les trois cycles d'enseignement, afin d'améliorer les conditions de scolarisation des élèves, a-t-on appris, jeudi, des services de la wilaya. Selon la même source, ces nouvelles infrastructures, qui seront réceptionnées avant la rentrée scolaire prévue le 6 septembre prochain, com-

prennent six écoles primaires, quatre collèges d'enseignement moyen (CEM) et un lycée. Par ailleurs, dans le cadre des mesures visant à améliorer les conditions de scolarisation des élèves, 32 établissements scolaires des trois cycles ont bénéficié de travaux de réhabilitation. En outre, 25 opérations supplémentaires, prises en charge par les communes, ont été inscrites, notamment pour la réalisation de classe d'extension et de terrains de sport scolaires. Afin d'assu-

rer la livraison de l'ensemble des projets en cours dans les délais impartis, plusieurs mesures ont été mises en place, notamment la révision des calendriers de réalisation pour les adapter à la rentrée scolaire, ainsi que l'accélération des travaux de réhabilitation et de maintenance des établissements. Ces interventions concernent notamment l'éclairage, le chauffage, les sanitaires et la résorption de toutes les insuffisances constatées, selon la même source.

OUARGLA

Lancement d'opérations d'aménagement urbain

Une série d'opérations d'aménagement et d'embellissement urbain a été lancée dans la commune de Ouargla dans le cadre de la consolidation du cadre de vie de la population locale, ont indiqué samedi les services de la wilaya. Ces projets, ayant fait l'objet d'une tournée d'inspection des autorités locales, portant sur la réalisation des voiries, aménagement urbain et installation de l'éclairage public à la cité En- Nasr, réhabilitation, d'une tranche de 400 m, de la voie reliant la route communale RC-16 au terminus de la ligne du tramway, à proximité de l'école Belkhir Boubleul, susceptible de fluidifier la circulation routière et désenclaver

certains quartiers et cités voisins. L'on relève, outre le lancement d'une opération d'aménagement, d'installation de l'éclairage au niveau de la cité 275 logements, le coup d'envoi d'un projet de réfection de route reliant le CW-206 et le carrefour reliant le marché Souk-Esset, ainsi que le renforcement du tronçon situé devant le siège de la 4eme sureté urbaine. Le wali de Ouargla, Abdelghani Filali, a, après avoir suivi un exposé succinct sur les phases d'exécution des opérations, affirmé que l'Etat poursuivra ses efforts d'embellissement des villes et des quartiers dans l'optique de réunir les conditions d'une vie décente au profit des ci-

toyens. Le chef de l'exécutif a, à ce titre, donné des instructions aux entreprises réalisatrices, bureaux d'études et aux services concernés pour faire preuve de responsabilité dans la concrétisation des opérations de développement, notamment le respect des normes et délais de réalisation en vue de répondre aux attentes des citoyens. Le wali s'est, en marge de cette tournée d'inspection, enquis des chantiers d'aménagement, dont celui retenu pour la cité 24 février a1971, le projet de réhabilitation et d'aménagement de la place des martyrs et du marché quotidien au quartier Vieux Ksar de Ouargla.

M'SILA

Plusieurs projets d'aménagement urbain à Sidi Aïssa

Des travaux ont été lancés pour l'aménagement et la réhabilitation de plusieurs quartiers de la commune de Sidi Aïssa, dans la wilaya de M'sila, a indiqué samedi le directeur de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction, Ali Bentoudjine. Le même responsable a précisé à l'APS que ces opérations portent sur l'aménagement des alentours de l'oued traversant cette collectivité locale ainsi que les cités «Mohamed Boudiaf» et «Chouhada» avec le lancement de travaux d'aménagement de trottoirs et routes et de rénovation de l'éclairage public pour une enveloppe financière de plus de 85 millions DA. Les opérations ainsi retenues comportent également un projet d'aménagement urbain de la cité «Oum Dermane» d'un coût de plus de 160 millions DA, portant sur la rénovation des trottoirs, des routes et du réseau de distribution de l'eau potable, selon la même source qui a souligné que ces projets s'inscrivent dans le cadre des efforts de l'Etat visant la consolidation du cadre de vie des habitants par la réhabilitation des quartiers et des réseaux de base.

TÉBESSA

DISTRIBUTION DE PLUS DE 230 LOGEMENTS PUBLICS LOCATIFS

Les clés de 237 logements publics locatifs (LPL) ont été récemment remises à leurs attributaires dans nombre de communes de la wilaya de Tébéssa, a indiqué dimanche l'adjoint du directeur général de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), Nabil Bouterfa. Le même responsable a précisé à l'APS, en marge de l'opération de remise des clés de 20 logements LPL dans la commune de Bekkaria, que ce quota de logements a été distribué à ceux y ouvrant droit progressivement depuis le début du mois de juillet passé. Ce quota est constitué de 40 logements dans la commune d'El Aouinet, 65 logements à Bir Mokadam, 32 à Boulhaf Dir, 20 à Ain Zarga, 20 à El Ma Labiodh et 20 à Bir Dheb, a rappelé la même source.

GHARDAÏA

PLUS DE 200.000 PALMIERS TRAITÉS CONTRE LE BOUFAROUA

Un effectif phoenicicole de pas moins de 205.000 palmiers de la wilaya de Ghardaïa a été traité contre la maladie parasitaire de Boufaroua dans le cadre de la campagne préventive lancée cette saison agricole, à-on informé samedi de la direction locale des services agricoles (DSA). Retenue au titre du programme national de la protection de la santé végétale, cette campagne ciblée ayant, depuis le 6 juin dernier, l'ensemble des palmeraies de la région, a été sanctionnée par une réduction remarquable, soit 60%, des foyers de cette maladie végétale parasitaire, par rapport aux saisons précédentes, a indiqué le président de la chambre d'agriculture (CA), Rabah Ould El-Haddar. Selon le même responsable, les prévisions de la DSA tablent, par conséquence, sur la réalisation, au titre de la campagne de cueillette, d'une production abondante et qualitative dattière dans la wilaya de Ghardaïa. Le président de la CA a, dans le mois d'une meilleure protection de la richesse phénicicole de la région, fait partie du lancement ce mois d'août courant d'une campagne de traitement d'un patrimoine phénicicole de 73.000 palmiers contre le «Myelois», type de carie de dates. Dans le but d'assurer la réussite des actions de lutte contre les maladies parasitaires des dates, il est fait état du lancement de campagne de sensibilisation en direction des agriculteurs et phoeniciculteurs sur la nécessaire prévention précoce de la richesse et le respect des conditions de la protection de la santé végétale.

HÉPATITES VIRALES

Les bons **réflexes** pour mieux se protéger

PAR AMEL B

Les hépatites virales constituent un véritable problème de santé publique, mais une grande partie des infections peut être évitée grâce à la vaccination, à l'hygiène, à la sécurité des soins et au dépistage. Il faut savoir que les virus responsables des hépatites A, B, C, D et E ne se transmettent pas tous de la même manière : il est donc essentiel d'adapter la prévention au mode de transmission. Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), les hépatites virales ont été responsables d'environ 1,3 million de décès en 2022, principalement en raison des complications des hépatites B et C, notamment la cirrhose et le cancer du foie. La première protection concerne l'hépatite B, contre laquelle il existe un vaccin sûr et efficace. L'OMS recommande que chaque nouveau-né reçoive une première dose du vaccin contre l'hépatite B le plus rapidement possible après la naissance, idéalement dans les 24 heures, puis les doses suivantes prévues par le calendrier vaccinal. Cette vaccination est particulièrement importante car le virus peut être transmis de la mère à l'enfant au moment de l'accouchement et peut ensuite provoquer une infection chronique. En 2024, l'OMS estimait que 240 millions de personnes vivaient avec une hépatite B chronique et que cette infection avait entraîné environ 1,1 million de décès, principalement par cirrhose et cancer du foie. La prévention de l'hépatite B repose également sur la sécurité des soins, l'utilisation de matériel médical stérile, la sécurité des transfusions sanguines et la prévention de la transmission de la mère à l'enfant. L'OMS recommande notamment le dépistage des femmes enceintes afin de mettre en place, lorsque cela est nécessaire, les mesures permettant de réduire le risque de transmission au nouveau-né. L'hépatite D mérite également une attention particulière : le virus D ne peut se multiplier qu'en présence du virus de l'hépatite B. Par conséquent, la vaccination contre l'hépatite B constitue le principal moyen de prévenir l'infection par le virus de l'hépatite D. Pour l'hépatite C, la situation est différente : il n'existe actuellement aucun vaccin efficace. Le virus se transmet principalement par le sang, notamment lors de procédures médicales réalisées dans des conditions insuffisamment sécurisées ou de transfusions de sang non contrôlées. La prévention passe donc par l'utilisation de matériel stérile, la sécurité des soins, le respect des règles d'hygiène et le dépistage des dons de sang. L'OMS estime qu'environ 47 millions de personnes vivent avec

Souvent silencieuses pendant des années, les hépatites virales peuvent évoluer sans symptômes avant de provoquer des complications graves. Dépistage, hygiène, stérilisation du matériel et sécurité des soins sont essentiels pour prévenir ces infections.



une infection chronique par le virus de l'hépatite C et qu'environ 0,9 million de nouvelles infections surviennent chaque année. Les antiviraux à action directe permettent aujourd'hui de guérir plus de 95 % des personnes atteintes d'hépatite C, à condition que l'infection soit diagnostiquée et traitée. L'hépatite A, quant à elle, se transmet principalement par l'ingestion d'eau ou d'aliments contaminés et par contact direct avec une personne infectée. Pour s'en protéger, les mesures essentielles comprennent l'accès à l'eau potable, l'assainissement, le lavage régulier des mains après être allé aux sanitaires et avant de préparer ou de consommer des aliments, ainsi que le respect des règles de sécurité alimentaire. Un vaccin sûr et efficace contre l'hépatite A est également disponible dans de nombreux contextes. L'hépatite E est elle aussi souvent liée à l'eau ou aux aliments contaminés, ce qui rend l'hygiène et l'accès à une eau sûre essentiels. Au-delà de la prévention individuelle, le dépistage joue un rôle majeur : les hépatites B et C peuvent rester longtemps silencieuses et certaines personnes découvrent leur infection seulement lorsque le foie est déjà gravement atteint. L'OMS recom-

mande donc de renforcer le dépistage et l'accès aux soins afin que les personnes infectées puissent bénéficier rapidement d'une prise en charge adaptée. Les recommandations internationales les plus récentes de l'OMS consacrées aux hépatites B et C mettent notamment l'accent sur la vaccination contre l'hépatite B dès la naissance, la prévention de la transmission mère-enfant, la sécurité du sang et des soins, ainsi que l'amélioration de l'accès au dépistage et aux traitements. En somme, se protéger des hépatites virales signifie donc connaître son statut vaccinal, se faire vacciner contre l'hépatite B et, lorsque cela est indiqué, contre l'hépatite A, respecter les règles d'hygiène, éviter tout contact avec du matériel potentiellement contaminé par du sang, choisir des professionnels utilisant du matériel stérile pour les soins et consulter un professionnel de santé après une éventuelle exposition afin de déterminer si un dépistage est nécessaire. Ces mesures, combinées au dépistage et à l'accès rapide aux traitements, constituent selon l'OMS les principaux leviers permettant de réduire les infections, les complications et les décès liés aux hépatites virales.

A.B

BRÉSIL

La déforestation au plus bas sur un an en Amazonie

La déforestation dans l'Amazonie brésilienne sur les 12 derniers mois a atteint son plus bas niveau en une décennie, confirmant l'amélioration constatée depuis le retour de Lula au pouvoir, selon des chiffres officiels publiés vendredi. Sur la période de référence allant d'août 2025 à juillet 2026, 2.874 km² ont été déboisés dans la partie brésilienne de la plus grande forêt tropicale du monde, selon les données satellitaires collectées par l'Institut de recherches spatiales Inpe. Cela représente une chute de 37% par rapport aux 12 mois précédents, quand ce chiffre avoisinait les 4.500 km². C'est le plus bas niveau pour cette période depuis le début de ce type de relevés en 2016. Le président de gauche Luiz Inacio Lula da Silva, qui va tenter de se faire réélire pour un quatrième mandat - non consécutif - en octobre, s'est engagé à éradiquer la déforestation illégale d'ici 2030. «Les chiffres montrent que, si nous gardons ce rythme, avec ce sérieux, et y mettant les moyens nécessaires, nous pouvons atteindre cet objectif», a déclaré Lula lors de la présentation des données, au siège de l'Inpe à Sao José dos Campos, près de Sao Paulo. La déforestation dans l'Amazonie brésilienne avait fortement augmenté sous le mandat de son prédécesseur d'extrême droite Jair Bolsonaro (2019-2022). Après un pic à 10.278 km² sur l'année civile 2022, elle a été réduite pratiquement de moitié en 2023, première année du mandat actuel du président de gauche, et la baisse s'est poursuivie les années suivantes.

«Nous prenons la question climatique très au sérieux, nous ne sommes pas dans le déni», a insisté Lula vendredi.

Lors du scrutin d'octobre, il aura pour principal adversaire Flavio Bolsonaro, fils aîné de l'ancien président d'extrême droite.

JOURNÉE DE SENSIBILISATION SUR L'HÉPATITE VIRALE

Mascara renforce ses **actions** de prévention

La Direction de la santé et de la population (DSP) de la wilaya de Mascara a organisé, jeudi, une journée d'étude consacrée à la sensibilisation à l'hépatite virale, au cours de laquelle l'accent a été mis sur l'importance du renforcement des mesures de prévention contre cette maladie. Le médecin épidémiologiste de l'Etablissement public de santé de proximité (EPSP) de Mascara, Amir El Aid Lezhana, a souligné que le dépistage précoce constitue l'un des principaux piliers de la prévention de la propagation de la maladie. Il permet de détecter l'infection à un stade précoce et d'offrir au patient un traitement approprié au moment opportun. Il a ajouté que les mesures préventives, en particulier le dépistage précoce, contribuent à limiter la transmission de l'in-

fection au sein des familles et de la communauté. De son côté, la spécialiste en maladies infectieuses de l'établissement hospitalier Issaad-Khaled, Hafidha Raffas, a indiqué que la prévention demeure le moyen le plus efficace pour lutter contre la propagation de la maladie, grâce au dépistage précoce et aux examens réguliers qui empêchent son évolution vers des stades avancés. Elle a appelé à intensifier les actions de sensibilisation avec la participation du secteur de la santé, des associations, de l'école et de la famille. Pour sa part, le médecin du service des activités sanitaires de la Direction de la santé, Moumen Benaouda, a expliqué que la prévention repose essentiellement sur un diagnostic précoce permettant de détecter la maladie avant l'apparition de complications graves et de réduire les risques de transmission à d'autres catégories de la population. Il a également

précisé qu'un traitement précoce contribue à préserver les fonctions hépatiques et permet aux patients de mener une vie normale. La spécialiste en gastro-entérologie de l'établissement hospitalier Meslem-Tayeb, Fatiha Rami, a, quant à elle, souligné que les campagnes de sensibilisation constituent un levier essentiel de prévention, en renforçant la culture sanitaire, en encourageant la vaccination et le dépistage précoce, ainsi qu'en incitant à éviter les comportements susceptibles d'accroître le risque de transmission. Intervenant lors de cette rencontre, le wali de Mascara, Fouad Aïssi, a souligné que la lutte contre l'hépatite virale ne relève pas uniquement du secteur de la santé, mais nécessite la mobilisation de l'ensemble des secteurs, institutions et organismes concernés, dans le cadre d'une approche participative faisant de la prévention une responsabilité collective, de la coor-

dination sur le terrain une méthode de travail permanente et de la protection de la santé des citoyens une priorité absolue. Le wali a appelé tous les acteurs concernés, chacun dans son domaine de compétence, à redoubler d'efforts et à travailler dans un esprit d'équipe afin de préserver les acquis enregistrés dans la wilaya de Mascara et de réduire les facteurs de risque susceptibles d'aggraver la situation épidémiologique. Le directeur de la santé de la wilaya, Karim Tazi, a indiqué que l'organisation de cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de prévention des maladies à transmission hydrique. Elle vise également à mettre en lumière la situation épidémiologique de l'hépatite virale dans la wilaya de Mascara et à sensibiliser aux risques de contamination liés principalement à la consommation d'eau ou d'aliments contaminés.

CHINE

Annulations de vols et évacuations à l'approche du typhon Dolphin

La côte orientale de la Chine, densément peuplée, se prépare dimanche à l'arrivée du typhon Dolphin, qui a entraîné l'annulation de plus de 1.500 vols, des évacuations et le déclenchement d'une alerte de niveau maximal par les autorités. Près de 1.400 vols à destination et au départ des deux principaux aéroports de passagers de Shanghai ont été annulés dimanche, a rapporté la télévision d'Etat CCTV. A l'aéroport de Hangzhou, dans la province voisine du Zhejiang, ce sont 270 vols qui sont annulés, selon la même source. Le typhon Dolphin, qui a apporté ces derniers jours de fortes pluies et des vents violents à Okinawa, au Japon, devrait toucher terre tard dimanche ou tôt lundi dans le Zhejiang ou dans la province voisine du Fujian. Sept personnes à Okinawa ont été légèrement blessées, selon le gouvernement de l'île et dimanche après-midi, 5.290 foyers à Okinawa étaient privés d'électricité, a indiqué la compagnie régionale Okinawa Electric Power. A Taiwan, des dizaines d'itinéraires de ferry ont été suspendus et plus de 180 vols annulés, alors que la tempête provoque dimanche des pluies diluviennes et des vents violents dans le nord de l'île. Le Centre météorologique national (NMC) de Chine a émis dimanche matin une alerte rouge au typhon - son niveau le plus élevé - prévoyant des « pluies torrentielles exceptionnelles » dans certaines zones du centre et de l'est du Zhejiang. De fortes forces devraient également s'abattre sur Shanghai et sur certaines parties des provinces du Fujian, de l'Anhui et du Jiangsu jusqu'à lundi après-midi, a annoncé le NMC. Une fois que le typhon Dolphin aura touché terre, il devrait s'affaiblir en se dirigeant vers le nord-ouest. Dans le Fujian, près de 99.000 personnes ont été déplacées de « zones à risque » samedi soir, avant l'arrivée de la tempête, a rapporté l'agence de presse officielle Xinhua. Plus de 200 lignes de ferry ont été suspendues dans le Zhejiang et le Fujian, a indiqué Xinhua. Les travaux sur les projets en mer ont été interrompus, tandis que 474 navires de construction ont été rappelés au port vendredi matin, a ajouté Xinhua. Certains services ferroviaires dans les zones concernées ont également été annulés dimanche pour garantir la sécurité des passagers, ont rapporté les médias d'État.

FICR

Appel à renforcer la préparation précoce face au phénomène El Nino

Le secrétaire général de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), Jagan Chapagain, mis en garde contre l'intensification du phénomène climatique « El Nino », appelant à renforcer les mesures de préparation précoce pour y faire face. Dans une publication sur son compte officiel sur les réseaux sociaux, samedi, M. Chapagain a expliqué que « les répercussions du phénomène El Nino pourraient être graves pour les communautés déjà confrontées à la faim et à des chocs climatiques répétés ». Il a ajouté, à cet égard, que « l'action anticipative constitue un pilier essentiel de la réponse du réseau de la Fédération internationale face au phénomène El Nino, à travers des protocoles d'action précoce dépendant des prévisions climatiques et des indicateurs scientifiques convenus à l'avance aux mesures d'intervention rapide et aux mécanismes de financement ». Il a également indiqué que « dans les régions où ces protocoles ne sont pas encore adoptés, le réseau de la Fédération internationale fournit un appui technique, ainsi qu'un accès rapide aux financements d'urgence pertinents du Fonds de la Fédération pour les interventions en cas de catastrophe, notamment face aux risques à évolution rapide ». Le responsable a également souligné que « de nombreux risques sont désormais connus », appelant à garantir « la disponibilité des ressources nécessaires pour les équipes locales d'intervention » et insistant sur la nécessité que « les alertes précoces se traduisent par des actions précoces ».

SUITE À UN VASTE FEU DE FORÊT DANS L'OUEST DU PAYS
20.000 personnes évacuées au Canada



Plus de 20.000 personnes ont été évacuées depuis vendredi dans la province canadienne de Colombie-Britannique (ouest) en raison d'un important feu de forêt qui se propage rapidement, ont indiqué samedi les autorités qui ont déclaré l'état d'urgence. Des vents ont attisé l'incendie de Bald Range près du lac Okanagan au sud de la Colombie-Britannique, qui a pris rapidement de l'ampleur et a déjà ravagé plus de 10.000 hectares, touchant les populations des vallées environnantes. « Nous savons qu'il y a eu des pertes importantes de maisons et de biens. Nous savons aussi que certaines personnes se sont retrouvées piégées, les conditions ayant changé très rapidement », a déclaré le Premier ministre de la Colombie-Bri-

tannique, David Eby, dans un communiqué samedi. « Des évacuations aériennes sont en cours pour des personnes qui sont conservées isolées » par l'incendie, a ajouté M. Eby. Selon CTV News, plus de 50 personnes ont dû être évacuées par voie aérienne de la localité de Faulder à mesure que les flammes avançaient. Kelly Greene, ministre provinciale de la Gestion des situations d'urgence et de la Préparation aux changements climatiques, a déclaré l'état d'urgence. Les trois dernières saisons des feux ont été parmi les plus destructrices jamais enregistrées au Canada, vaste pays qui se réchauffe deux fois plus rapidement que le reste de la planète. Le Premier ministre canadien Mark Carney a salué sur les réseaux sociaux les pompiers du pays qui travaillent « inlassablement pour assurer la

sécurité des citoyens ». « Le gouvernement fédéral est prêt à aider et à soutenir le gouvernement de la Colombie-Britannique dans ces efforts. Mes pensées vont à toutes les personnes qui ont été forcées de quitter leur domicile et j'espère qu'elles pourront y retourner saines et sauvées rapidement », a déclaré M. Carney. L'incendie a été signalé pour la première fois tôt vendredi soir, et M. Eby a averti samedi qu'il « reste extrêmement actif et que d'importants défis subsistent ». Abritant plus d'un quart des forêts boréales mondiales, dont près de 40% sont non-aménagées - c'est-à-dire laissées à leur état naturel - le Canada n'a pas les moyens humains et matériels d'éteindre l'ensemble de ces feux et concentre ses efforts sur la protection des zones peuplées, notamment par des populations autochtones.

FUSILLADE EN THAÏLANDE
Le bilan grimpe à huit morts

Une fillette de 12 ans est décédée samedi des suites de ses blessures, portant à huit le nombre de morts de la tuerie perpétrée par un adolescent de 14 ans qui a abattu vendredi ses grands-parents avant de faire d'autres victimes dans son lycée près de Bangkok et de se donner la mort, a annoncé le ministère thaïlandais de la Santé. Le bilan précédent faisait état de sept morts. « Une autre personne est morte (...) une fillette de 12 ans », qui était soignée dans un

hôpital à proximité, a indiqué dans un communiqué du ministère. L'adolescent, qui avait d'abord tué à leur domicile ses grands-parents avec le pistolet de son grand-père, s'était ensuite donné la mort après avoir tué une professeure de mathématiques, une professeure de thaï, une conseillère d'orientation, une responsable des affaires étudiantes et un secrétaire de l'établissement avec la même arme, selon la police. Plus de 30 personnes ont été blessées dans la fusillade, a

indiqué le Premier ministre Anutin Charnvirakul lors d'une visite dans l'établissement scolaire. Quatorze personnes étaient toujours hospitalisées samedi, dont sept dans un état critique. La police interrogeait des témoins, dont les parents du meurtrier. La Thaïlande affiche l'un des taux de possession d'armes à feu les plus élevés de la région et les promesses passées de durcir la législation sur les armes n'ont pas empêché la multiplication des fusillades.

INCENDIES DE FORÊT EN INDONÉSIE

Un parc national fermé à Java

Les autorités indonésiennes ont fermé samedi soir l'accès à un parc national sur l'île de Java, où les pompiers luttent contre des incendies de forêt qui font rage depuis près d'une semaine. Les incendies ont ravagé 176 hectares depuis qu'un feu s'est déclaré lundi dans le parc national de Bromo Tengger Semeru, près du mont Bromo, destination touristique très prisée dans l'est de Java, a indiqué un responsable des services de gestion des catastrophes. L'accès aux visiteurs a été interdit samedi soir et jusqu'à nouvel ordre par les autorités. Aucun blessé ni dégât matériel n'ont été signalés, a précisé Abdul Muhari, porte-parole de l'Agence nationale de prévention des catastrophes. Deux hélicoptères de largage d'eau s'emploient à tenter d'éteindre le feu dans des zones difficiles d'accès pour les pompiers en raison d'un terrain abrupt et de vents violents, a-t-il indiqué dans un communiqué. « Ces conditions rendent les opérations aériennes indispensables pour atteindre des zones qui ne sont pas accessibles de manière optimale par voie terrestre », a déclaré le responsable. L'Indonésie devrait connaître cette année une saison sèche plus intense, plus longue et plus propice aux incendies, en partie à cause du phénomène climatique El Nino, a indiqué l'agence météorologique BMKG. El Nino est un phénomène naturel qui revient tous les deux à sept ans. Les eaux de surface dans le centre et l'est de l'océan Pacifique équatorial se réchauffent, ce qui entraîne pendant des mois des modifications majeures des régimes de vents, de pression et de précipitations à l'échelle mondiale.

CS Constantine

L'Ougandais
Torach signe pour
trois saisons

Le CS Constantine, pensionnaire de la Ligue 1 Mobilis de football, a annoncé samedi avoir finalisé le recrutement du défenseur international ougandais Rogers Ochaki Torach, en provenance du club ougandais de Vipers FC, dans le cadre du renforcement de son effectif en prévision de la saison 2026-2027. Dans un communiqué publié sur ses réseaux sociaux, le club constantinois a précisé que le défenseur ougandais s'est engagé pour trois saisons, après le rachat de son contrat auprès de Vipers FC. L'arrivée d'Ochaki Turach (23 ans) chez les Sanafir intervient afin de renforcer le compartiment défensif de l'équipe. Pour rappel, le CS Constantine, dirigé par l'entraîneur tunisien Mondher Kebaier, a renforcé son effectif durant le mercato estival avec le gardien de but Oussama Mellala et l'ailier gauche Karim Chaâbane, tous deux engagés jusqu'en 2028. Le club a également recruté le défenseur Mohamed Faiz Belgourai jusqu'en 2029, ainsi que le défenseur Yacine Zeghad (ex-MBR), le milieu de terrain Mohamed Islam Bakir (ex-CRB) et l'attaquant Hamid Djouachi (ex-USMK).

MO Béjaïa

Aït-Ahmed Lamara
à la barre
technique

Le MO Béjaïa a annoncé la nomination d'Aït-Ahmed Lamara Hamide au poste d'entraîneur principal de l'équipe pour la saison sportive 2026-2027 (Groupe Centre-Est) de la Ligue 2 amateur de football. Dans ses nouvelles fonctions, le coach Lamara sera épaulé par Kebaili Djamel Eddine en tant qu'entraîneur adjoint, Djafi Abdelkader (préparateur physique) et Tairi Mourad au poste d'entraîneur des gardiens de mais, a indiqué la direction béjaouie dans un communiqué publié sur les réseaux sociaux. Agé de 52 ans, le technicien franco-algérien est titulaire de la licence UEFA Pro, avec une riche carrière européenne, notamment au Standard de Liège (Belgique), où il a occupé le poste d'entraîneur adjoint de l'équipe professionnelle masculine et d'entraîneur principal de l'équipe professionnelle féminine, avec lequel il a été champion de Belgique (2017) et vainqueur de la Coupe de Belgique (2018).

L'EN DAMES AU MONDIAL 2027

Une révolution structurelle sous le sceau de **Benstiti**

L'histoire du sport national vient de basculer dans une nouvelle ère. En validant leur ticket pour la phase finale de la Coupe du Monde 2027 au Brésil, après avoir battu la Côte d'Ivoire en quarts de finales de la CAN 2026 Dames, les footballeuses algériennes n'ont pas seulement franchi une étape compétitive ; elles ont brisé un plafond de verre qui semblait immuable. Cette qualification historique est le fruit d'une mutation profonde, une ascension méthodique et silencieuse qui trouve son épicerie dans la philosophie de travail imposée par le sélectionneur Farid Benstiti.



Si cet exploit résonne aujourd'hui avec une telle force, c'est parce qu'il ne doit rien au hasard. Farid Benstiti n'est pas arrivé en terre conquise ; il est arrivé avec une vision, une feuille de route bâtie sur la résilience et la progressivité. Dans un environnement où la culture du résultat immédiat prend souvent le pas sur la construction, Benstiti a imposé un rythme chirurgical, presque scolaire, découpé en paliers de compétence. La première phase de son chantier a été pragmatique : bâtir une assise défensive hermétique. Avant de viser les sommets, il a fallu apprendre à ne plus subir, à endiguer les courants d'air tactiques pour stabiliser l'édifice. C'est dans cette rigueur défensive que le groupe a forgé son identité. Une fois cette fondation consolidée, le sélectionneur a injecté, dose par dose, cette confiance nécessaire pour passer du stade de « l'équipe difficile à battre » à celui de « l'équipe qui sait gagner ». Ce processus de maturation, exigeant et méthodique, a permis aux joueuses d'intérioriser une culture de la gagne qui leur faisait défaut jusqu'alors.

Une transformation mentale et tactique

L'apport de Benstiti dépasse le cadre strictement technique. Il a insufflé à ce groupe une sérénité qui tranche avec les démons du passé. Chaque palier franchi par les Vertes a agi comme un accélérateur de maturité. Le plan de jeu, clair et limpide, a offert aux joueuses le cadre sécurisant nécessaire pour libérer leur talent. Elles ont appris à gérer les temps forts, à subir sans rompre, et à frapper avec une précision clinique dès que l'opportunité se présente. Cette réussite soulève, en creux, une question fondamentale pour le football algérien dans son ensemble. En obser-

vant la discipline, l'humilité et la cohésion affichées par cette sélection féminine, il est difficile de ne pas établir un parallèle avec le secteur masculin. La gestion du vestiaire, la soumission au collectif et l'effacement de l'ego devant l'institution sont devenus la marque de fabrique des filles de Benstiti. On est en droit de se demander si le modèle de management instauré ici ne devrait pas servir de boussole à la Fédération pour réorganiser la gestion des sélections masculines, souvent handicapées par des postures de « stars » déconnectées de la réalité du terrain.

Une page tournée vers l'avenir

En s'ouvrant les portes du Brésil en 2027, les Vertes ne font pas que se qualifier pour une compétition prestigieuse ; elles deviennent le nouveau visage de l'ambition algérienne. Elles prouvent que, par le travail de l'ombre, la patience et une direction technique compétente, les barrières les plus hautes peuvent être renversées. Farid Benstiti a réussi là où beaucoup ont échoué : il a transformé une ambition théorique en une réalité tangible. Il est, en ce sens, l'architecte de cette renaissance. La qualification pour le Mondial n'est pas une fin en soi, c'est le couronnement logique d'une approche rationnelle du football. Désormais, le regard du monde sera tourné vers cette équipe, une équipe qui a su, par la force du collectif et la discipline tactique, s'asseoir à la table des plus grandes nations du football féminin. L'Algérie peut être fière : elle tient là un modèle de réussite durable.

H.M.

Eintrach Francfort Farès Chaïbi déjà décisif

Déjà en vue avec l'Algérie au Mondial, Farès Chaïbi a signé une passe décisive lors de la victoire de Francfort contre Hull City. Le numéro 10 de l'équipe nationale algérienne, Farès Chaïbi, s'est une nouvelle fois montré décisif. De retour après ses vacances, le milieu de l'Eintracht Francfort prolonge la dynamique

affichée durant la Coupe du monde 2026, dont il avait été l'une des rares satisfactions des Verts. Lancé dans la profondeur sur le côté gauche, où il avait également excellé avec l'Algérie, Chaïbi adresse un centre croisé à ras de terre dans la surface adverse. Love Arrhov contrôle le ballon, ouvre son pied et conclut du plat à ras du poteau. Une action parfaitement construite qui permet à l'Algérien de signer sa première passe décisive de la saison

**Match Amical**

Bouanani
plante son
premier but de
la saison

Entré à la pause, Badredine Bouanani a marqué dans le temps additionnel pour conclure la victoire de Stuttgart face à Everton en préparation. Badredine Bouanani a parfaitement conclu la victoire du VfB Stuttgart contre Everton en match de préparation. Entré à la pause à la place de Lazar Jovanović, l'ailier international algérien a disputé l'intégralité de la seconde période, soit environ 45 minutes. Dans le temps additionnel, Bouanani a profité d'une dernière offensive allemande pour inscrire le troisième but. Servi aux abords de la surface, le gaucher s'est rapidement orienté vers le but avant d'ajuster le gardien d'une frappe placée. Une réalisation pleine de maîtrise, venue récompenser son activité et sceller définitivement le résultat à la 90e+1 minute. Devant près de 43 000 spectateurs réunis à la MHPArena, Stuttgart s'est imposé 3-1. Nikolas Narthey avait ouvert le score à la 16e minute, avant que Ramon Hendriks ne double la mise à la 65e. Thierno Barry avait entretenu l'espoir d'Everton sur penalty à la 72e, mais Bouanani a eu le dernier mot. Le VfB affrontera Fulham pour son ultime réédition estivale.

ATHLÉTISME

Ayachi sur le toit du monde chez les U20 en saut en hauteur

L'athlétisme algérien vient de s'enrichir d'une nouvelle page de légende grâce à l'immense performance de Younes Ayachi. Le jeune prodige national a éclaboussé de tout son talent la scène internationale en s'emparant de la médaille d'or lors du prestigieux concours du saut en hauteur des Championnats du monde d'athlétisme U20.

Une consécration planétaire aux États-Unis

Cet événement majeur de la catégorie, qui se déroule actuellement sur le tartin d'Eugene, dans l'État de l'Oregon (États-Unis), restera gravé dans les mémoires sportives du pays. Porté par une détermination sans faille et une technique parfaitement maîtrisée, le sauteur algérien a survolé la compétition face à l'élite

mondiale de sa génération.

Le saut de la consécration à 2,21 mètres

Le point d'orgue de cette journée mémorable s'est matérialisé lorsque Younes Ayachi a magistralement effacé une barre placée à 2,21 mètres. Ce saut d'exception, couronné de succès, lui a non seulement permis de devancer

ses plus rudes concurrents, mais aussi de concrétiser des années d'efforts, de sacrifices et d'entraînement rigoureux. Grâce à cette superbe victoire, il offre à l'Algérie un nouveau sacre mondial de tout premier plan, confirmant une fois de plus la vitalité, le potentiel et la formidable vivacité de la jeunesse sportive algérienne sur les pistes et les sautoirs du monde entier.

M.M.

O Lyon

Mangala rejoint Getafe en prêt

Le milieu international belge de Lyon, Orel Mangala, a été prêté jusqu'à la fin de la saison au club espagnol de Getafe sans option d'achat, a annoncé le club de Ligue 1 vendredi. Mangala, 28 ans, était arrivé à l'Olympique lyonnais en provenance de Nottingham Forest lors du mercato d'hiver 2024 sous la forme d'un prêt avec option d'achat obligatoire. Son transfert a finalement coûté 35 millions d'euros, la plus grosse acquisition de l'histoire de l'OL, réalisation sous la présidence de l'homme d'affaires américain John Textor. Mangala a été victime d'une rupture du ligament croisé antérieur d'un genou au cours de la saison 2024/25 alors qu'il était prêt à Everton en Premier League. Non retenu pour le Mondial-2026, il compte 23 sélections en équipe de Belgique, et n'a disputé avec Lyon, où il reste sous contrat jusqu'au 30 juin 2028, que 27 matches toutes compétitions confondues. Le prêt du joueur, formé à Anderlecht et au Borussia Dortmund, et qui a également joué à Stuttgart et Hambourg entre 2017 et 2022, s'inscrit

dans la politique de Lyon de réduction de sa masse salariale.

**Afrique du Sud**

Mosimane nouveau sélectionneur

Le Comité exécutif de la Fédération sud-africaine de football (SAFA) a approuvé samedi la nomination de Pitso Mosimane au poste de sélectionneur de l'équipe nationale masculine, en remplacement du Belge Hugo Broos, qui a quitté ses fonctions il y a quelques jours. Réuni en session extraordinaire à la SAFA House, le Comité exécutif a donné son feu vert

au retour de Mosimane à la tête des «Bafana Bafana», a indiqué le président de la SAFA, Danny Jordaan. «Le Comité exécutif a approuvé la nomination de Pitso à la tête des Bafana Bafana, mais nous devons encore régler quelques détails. Nous annoncerons la nomination de l'entraîneur la semaine prochaine», a déclaré Jordaan dans l'issue de la réunion. Mosimane, ancien sélectionneur de l'Afrique du Sud entre 2010 et 2012, s'apprête ainsi à retrouver une équipe nationale qui vient de réaliser une performance historique à la Coupe du monde 2026. Les «Bafana Bafana» ont en effet retrouvé la scène

FÉDÉRATION INTERNATIONALE DE FOOTBALL

Infantino reçoit le soutien de ses collègues

La Fédération internationale de football association (FIFA) a réaffirmé, dans un communiqué officiel, son soutien à son président Gianni Infantino, insistant sur le fait que tout processus lié aux élections «doit être conforme aux statuts et à ses procédures démocratiques».

Infantino fait face à une opposition croissante, notamment de la part de l'Union européenne qui cherche à l'évincer, en raison de ses décisions et de ses projets controversés, dont le dernier en date est le projet de vente d'une part de la Coupe du monde à des investisseurs, projet auquel le président de la FIFA a finalement renoncé sous la pression.

Le journal britannique «Telegraph» a par ailleurs rapporté récemment que l'Union des associations européennes de football (UEFA) a versé de l'argent à l'une de ses employées, en raison de sa relation avec Infantino, lorsque ce dernier était secrétaire général de la confédération continentale.

A ce sujet, un porte-parole de la FIFA a déclaré ce dimanche matin, dans un communiqué publié sur les comptes officiels de la Fédération internationale: «En confirmation des récents communiqués de la CONMEBOL et de la CAF, ainsi que des discussions avec les associations membres et les confédérations continentales à travers le monde, la FIFA ne soutiendra, ne facilitera ni ne tolérera aucun processus lié à l'élection d'un président qui ne serait pas conforme aux statuts de la Fédération, aux procédures démocratiques et au cadre de gouvernance en vigueur.»

Et de poursuivre: «Le président de la FIFA a été élu démocratiquement par les associations membres de la Fédération internationale, et il continue d'exercer ses fonctions en vertu du mandat qui lui a été confié.»

«Le changement défie les intérêts établis»

Le communiqué ajoute: «Il apparaît de plus en plus clairement que certains mènent des efforts coordonnés et continus pour affaiblir la FIFA et son président. Et ceux qui ne bénéficient pas du soutien des associations membres de la FIFA ne devraient pas tenter d'obtenir, par des allégations, des insinuations ou de la désinformation, ce qu'ils ne peuvent obtenir par les procédures démocratiques en vigueur au sein de la FIFA.»

Et d'enchaîner: «La couverture médiatique récente a comporté des affirmations non étayées par des preuves et des allégations manifestement fausses concernant la FIFA et son président.

Les spéculations et les insinuations ne devraient pas être présentées comme des faits, et répéter une allégation ne la rend pas vraie.»

Le communiqué poursuit en défendant Infantino: «Le

président de la FIFA a consacré plus de 30 ans de sa carrière au football européen et mondial, et il a contribué à apporter des changements majeurs au jeu, notamment en élargissant l'accès au football, aux ressources et aux opportunités à travers le monde.

Le changement défie inévitablement les intérêts établis, mais le désaccord avec ce changement ne saurait justifier les tentatives visant à affaiblir le mandat démocratique du président de la FIFA, ou l'institution qu'il a été élu pour diriger.»

**Angleterre**

Le brésilien Guimaraes à Arsenal

Arsenal a officialisé samedi le recrutement du milieu de terrain international brésilien Bruno Guimaraes en provenance de Newcastle, pour un contrat de quatre ans, plus un en option. D'après les médias anglais, le club champion d'Angleterre a déboursé 75 millions de livres (87 millions d'euros) pour s'attacher les services du Brésilien de 28 ans, auteur de quatre passes décisives lors du Mondial-2026. «Bruno est un joueur avec un excellent état d'esprit et une grande qualité, qui apportera un leadership fort à notre effectif», a déclaré samedi le directeur sportif d'Arsenal, Andrea Berta. «Nous renforçons encore un peu plus le cœur de notre équipe», a ajouté Berta lors de la présentation du joueur, qui «peut évoluer comme milieu défensif et comme joueur box-to-box». Il rejoint un entre-joueur déjà très fourni, de Declan Rice à Martin Odegaard en passant par Martin Zubimendi. «Cette décision est très difficile, car Newcastle compte énormément pour moi, mais je voulais vivre quelque chose de nouveau», a avoué Guimaraes, qui a mené les «Magpies» à leur premier trophée depuis 70 ans en remportant la Coupe de la Ligue en 2025. Newcastle perd ainsi son capitaine, après la démission de son entraîneur Eddie Howe la semaine dernière, et a connu plusieurs autres départs majeurs depuis un an: le buteur Alexander Isak, l'ailier gauche Anthony Gordon et le milieu de terrain Sandro Tonali. «Après avoir disputé deux Coupes du monde, j'en suis arrivé à un moment de ma vie où j'ai besoin d'un défi comme celui-ci. Je

veux gagner des trophées, je veux marquer l'histoire et je pense que je suis au bon endroit pour y parvenir», a encore dit le natif de Rio, également passé par l'Atletico Paranaense au Brésil (2017-2020) et par Lyon en France (2020-

mondiale après 24 ans d'absence et ont atteint pour la première fois de leur histoire les huitièmes de finale du Mondial. Ils ont notamment battu la Corée du Sud (1-0) à Monterrey, au Mexique, grâce à un but de Thapelo Maseko. Lors de cette réunion extraordinaire, les membres du Comité exécutif ont également examiné les préparatifs du prochain Congrès électif de la SAFA, prévu le 12 septembre 2026.



ARGENTINE

Le père de Messi décédé

Lionel Messi est arrivé en Argentine pour faire ses adieux, hier, dimanche à son père Jorge Messi, qui fut à la fois l'agent en affaires et le soutien indéfectible de la star planétaire depuis les années difficiles de son adolescence à Barcelone.

Le père de l'octuple Ballon d'or s'est éteint dans la nuit de vendredi à samedi à l'âge de 68 ans, dans une clinique de sa ville de Rosario. La

cause de son décès n'a pas été communiquée. Dans un avion privé en provenance des Etats-Unis, la star argentine est arrivée avec sa compagne Antonela Rocuzzo et ses enfants, la plupart vêtus de noir, a constaté l'AFP sur place. Après avoir atterri à 20H40 locales (23H40 GMT), selon les autorités aéroportuaires, Messi est monté dans une camionnette escortée par des voitures de police.

Les obsèques de Jorge Messi devaient être célébrées dimanche dans l'intimité familiale à Pérez, une localité voisine de sa ville natale, Rosario, au nord de Buenos Aires, en présence de Lionel Messi et des siens, a appris l'AFP de sources officielles locales.

La Fédération argentine de football et le Barça, qui accueillit Messi à l'âge de 13 ans, ont été parmi les premiers à présenter leurs condo-

léances. «Le FC Barcelone remercie Jorge Messi pour son engagement envers notre club, pour lui avoir confié les débuts et les années de plein éclat de la carrière footballistique de son fils Leo», écrit le club blaugrana dans un communiqué. A l'Inter Miami, où Messi joue depuis 2023, ses coéquipiers ont affronté Monterrey samedi avec un brassard noir.

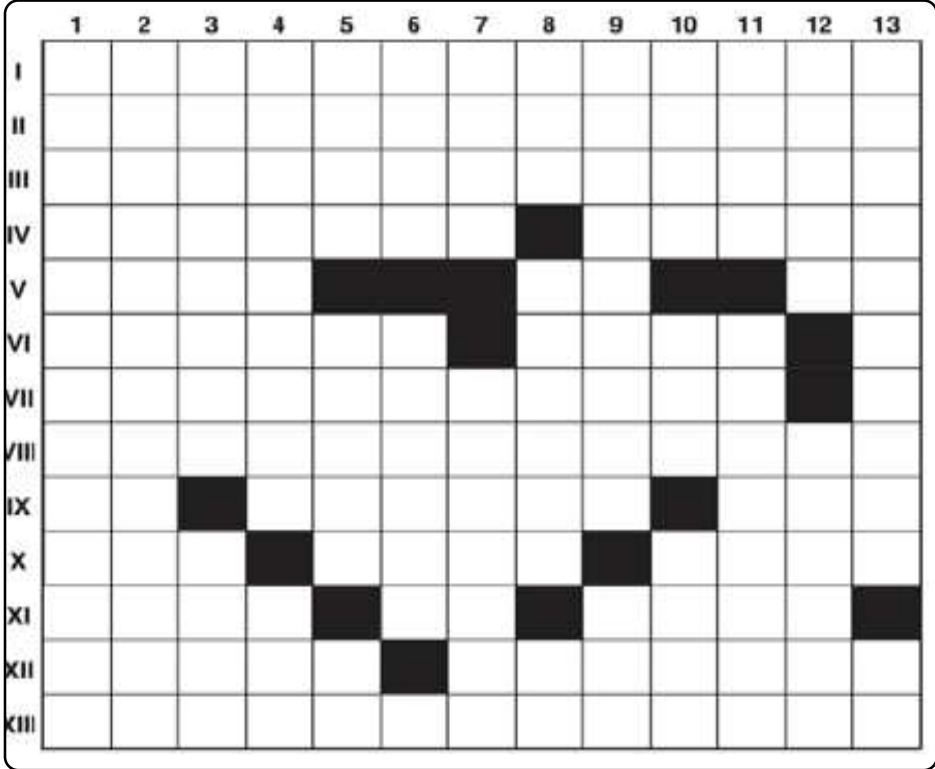
LES MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT

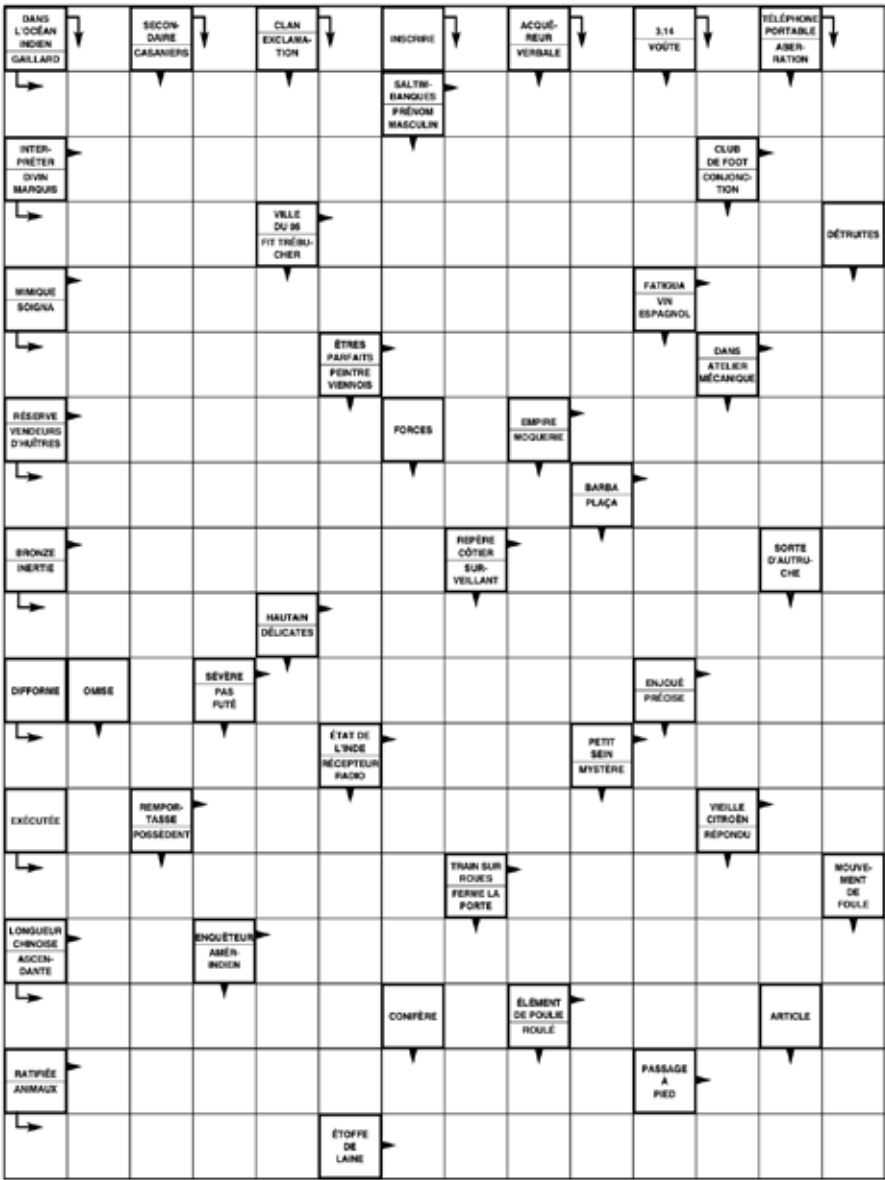
I. Personnage principal d'un roman de chevalerie espagnol publié par Garcia Rodriguez de Montalvo en 1508. II. Ils sont toujours à la recherche de satisfactions purement matérielles. III. Il ne laisse rien passer. IV. Chez les anciens Grecs, privations des droits civils et politiques. Premier mot du nom d'un souverain ottoman qui fit de Bursa la capitale de son royaume. V. Affluent du Tibre. La fin de la CFDT. Une partie d'un duo que l'on retrouve dans un quatuor. VI. La maladie qu'elle provoque chez le cheval s'appelle la nagana. C'est dans cette ancienne ville de RDA que Karl Marx en 1841 obtint son doctorat en philosophie. VII. Grands cobes des roseaux. VIII. Personnage de ballet et défenseur des jouets contre les souris. IX. Avant-port d'Amsterdam. Pour un acteur jadis, le faire, c'était pousser l'émotion du public à l'extrême. Tissu de laine où le poil ne paraît pas. X. Pronom personnel. Ville d'Italie, province de Padoue. Unité de puissance. XI. Prénom féminin. Personnel en tête-à-tête. Il se boit tiède ou chaud. XII. On ne trouve pas plus simple. Suivant à la lettre ? XIII. Entraînent forcément la modification du relief du sol.

VERTICALEMENT

1. Elle a perdu son emploi dans le bâtiment en 1997 sans avoir été licenciée. 2. Située dans les Yvelines, elle est traversée par la Seine. 3. Aimantes...aimantées ? Affluent du Danube. 4. Une marque d'affection qui vous colle à la peau. Le crâne l'a dégagé. 5. Aujourd'hui je vais mais demain ce sera différent. Ce mot trouve sa signification en psychologie expérimentale. Possessif. 6. Dessinateur et humoriste français. Prénom masculin. 7. Poète norvégien auteur du Trompette du Nordland. Muries au soleil d'un mois d'été. 8. Diminutif d'un prénom masculin. Découpé en forme de doigt. Un peu petit. 9. Elle se trémousse. Personnage biblique. 10. Un autre personnage biblique. Arrivée et en fin d'année, en plus. Jeu d'origine africaine. 11. Etat des Etats-Unis. Fourrure de jeune agneau. 12. Ecrivain autrichien. Explorent du doigt. 13. Introuvable pour ceux qui ont perdu la boussole. La fin des haricots.



LES MOTS FLÉCHÉS



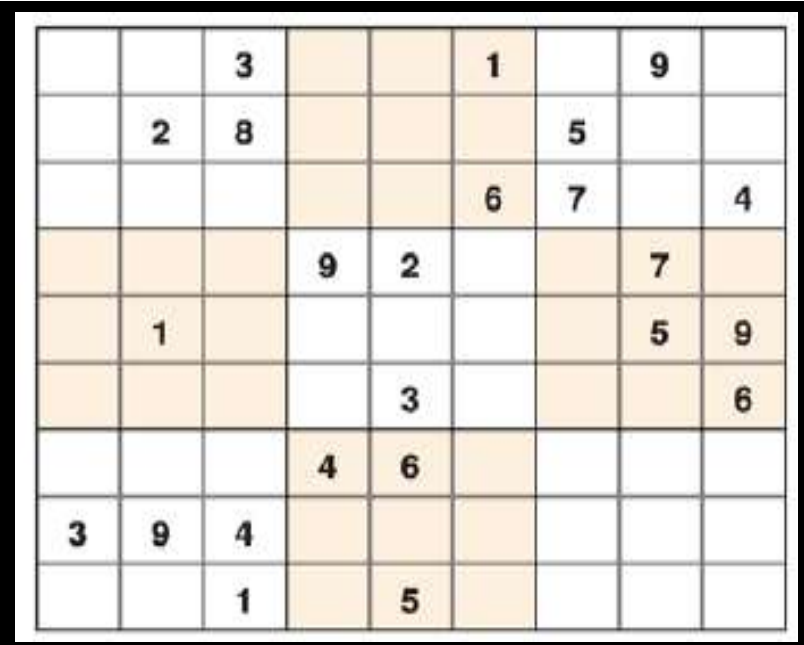
MOTS MÊLÉS

Le mot-mystère est :
KALÉIDOSCOPE

RONALDO TERRAIN BUTS FIFA MATCH
ROUGE TOUCHE CAMP GOAL MILIEU
SAISON TRIBUNES CLUB ITALIE MITEMPS
SCORE UEFA COMPETITION JAUNE ONZE
SHORT VERTS CORNER LIBERO PARC
SIFFLET AMORTI DIVISION LOB PASSE
SPORT BLEUS DOPAGE LUCARNE
SURFACE BRESIL DRIBBLE MAIN
TACLE BUTEUR FAUTE MARADONA



SUDOKO



SOLUTION
LES MOTS FLÉCHÉS



SUDOKO
LES MOTS CROISÉS



ETABLISSEMENT «AL DJAZAIRI»

Le président de la Fondation Emir Abdelkader rencontre **Salim Aggar**

L'établissement public «Al Djazairi», chargé de la production du film cinématographique sur l'Emir Abdelkader, a reçu le président de la Fondation Emir Abdelkader, Chamyl Boutaleb El-Hassani, avec lequel il a été procédé à l'examen de l'état d'avancement du projet de réalisation de ce film retraçant le parcours de l'une des figures les plus emblématiques de l'histoire de l'Algérie, indique un communiqué de l'établissement.

Cette rencontre a été l'occasion pour Chamyl Boutaleb El-Hassani et le directeur général de l'établissement «Al Djazairi», Salim Aggar, de saluer «le soutien constant» apporté par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au projet de réalisation du film consacré à l'Emir Abdelkader, se félicitant des déclarations du président de la République dans lesquelles il «a réaffirmé la place éminente qu'occupe l'Emir Abdelkader dans l'histoire nationale, ainsi que son souci de voir réaliser une œuvre cinématographique à la hauteur de la grandeur de cette figure historique et de son héritage civilisationnel et humain». Dans ce

contexte, les deux responsables ont également exprimé leur profonde gratitude au président de la République pour «son soutien constant à la concrétisation de ce projet historique». Dans ce cadre, M. Aggar a mis en avant, «le rôle central» des témoignages et documents familiaux, des archives et des sources historiques dans l'élaboration du scénario, afin de garantir la réalisation d'une œuvre cinématographique «de haut niveau, fidèle à l'héritage de l'Emir Abdelkader et à sa stature nationale, humaine et universelle», ajoute la même source. Lors de sa prise de connaissance des différentes étapes d'avancement du projet et de l'examen des aspects historiques et artistiques liés à la production de l'œuvre cinématographique, M. Boutaleb El-Hassani a souligné «l'importance de rester fidèle à la vérité historique et de faire preuve de rigueur dans le traitement des événements, ainsi que les défis liés à leur transposition en une œuvre cinématographique respectueuse des exigences du langage artistique». Connu pour ses recherches et ses études consacrées à l'Emir Abdelkader ainsi que pour ses efforts en faveur de la préservation de sa mémoire, M. Boutaleb El-Hassani a fait part de sa disponibilité à mettre à la disposition de l'établissement public «Al Djazairi» les documents, photographies, archives et autres sources historiques pertinentes, afin de contribuer à enrichir l'œuvre et à renforcer sa référence historique, conclut le communiqué.

RC



16^e FESTIVAL CULTUREL INTERNATIONAL DE LA MINIATURE ET DES ARTS DE L'ENLUMINURE

Tlemcen **se prépare** à célébrer les arts du détail

La ville accueillera, du 26 au 30 novembre 2026, la 16^e édition du Festival culturel international de la miniature et des arts de l'enluminure. Un rendez-vous qui réunit chaque année des artistes venus d'Algérie et de plusieurs pays autour de ces disciplines où la patience, la précision et le sens du détail occupent une place centrale. À près de 4 mois de l'événement, le commissariat a rappelé, avant-hier dans un communiqué, que le délai de dépôt des candidatures roulait jusqu'au que les artistes souhaitant participer ont jusqu'au 20 du mois courant, soulignant que l'inscription s'effectuait «exclusivement en ligne», à travers le formulaire officiel, où les participants peuvent également consulter le règlement et les différentes conditions de participation. Il faut savoir que cette nouvelle édition entend poursuivre la vocation propre au festival depuis sa création : faire connaître la miniature et l'enluminure, encourager les échanges entre artistes et offrir une visibilité aux créateurs qui perpétuent

ces techniques tout en leur donnant une lecture contemporaine. A cet effet, et pour préserver la qualité de la compétition, les organisateurs ont fixé des conditions précises. Ainsi, chaque artiste peut présenter jusqu'à quatre œuvres originales, relevant de la miniature ou de l'enluminure. Les travaux seront ensuite examinés selon plusieurs critères, notamment leur qualité artistique et leur originalité. Derrière ces règles, il transparaît une volonté claire de faire du festival une véritable vitrine de ces arts de précision. La miniature et l'enluminure demandent en effet du temps, de la concentration et une grande maîtrise technique. Chaque détail compte, chaque trait peut modifier l'équilibre d'une composition. C'est aussi ce rapport au temps et au geste qui donne à ces œuvres leur caractère singulier. L'appel à candidatures devrait ainsi attirer, aussi bien des artistes confirmés, que de jeunes créateurs désireux de faire connaître leur travail. Pour ces derniers, la manifestation représente, notamment une occasion de ren-

contrer des artistes venus d'autres horizons et de confronter leurs approches. Le choix de Tlemcen n'est évidemment pas anodin. La cité des Zianides possède elle-même un patrimoine artistique et architectural qui fait écho à l'univers de la miniature et de l'enluminure. Ses médersas, ses palais, ses mosquées et ses anciens manuscrits constituent autant de témoins d'une tradition culturelle dans laquelle les arts du détail occupent une place importante. Pendant cinq jours, la ville deviendra ainsi un lieu de rencontres entre artistes et amateurs. Au-delà de l'exposition des œuvres, le festival permettra de découvrir différentes techniques, d'échanger sur les pratiques et de mettre en contact des créateurs issus de traditions artistiques parfois très différentes. À travers cette 16^e édition, Tlemcen renouera donc avec un art où la beauté se construit dans la patience et où chaque œuvre raconte, à sa manière, le dialogue entre héritage et création contemporaine.

RN

UN PATRIMOINE IMMATÉRIEL EN SURSIS

Si "Baba Salem" m'était conté !

Personnage à mi-chemin entre le folklore et la légende urbaine, Baba Salem fut pendant des décennies l'une des silhouettes les plus attendues des rues populaires d'Alger, avant de s'y dissoudre, presque sans bruit, comme s'éteint lentement un encens qu'on a oublié de raviver. Il faut savoir que la venue de "Baba Salem" mettait comme mouvement dans une ruelle populaire d'Alger un jour de fête religieuse.

A commencer par le son, loin encore, qui grossissait à mesure que la troupe avançait. Puis les costumes, via des étoffes chamarrées, souvent rouges et safranées, cauris cousus en rangs serrés, coiffes ornées de miroirs qui accrochaient la lumière du jour et projetaient de petits éclats sur les murs blanchis à la chaux.

Et enfin, cette fumée d'encens, portée devant le cortège comme un signal, un encensoir de fer se balançant au bout d'une chaîne, dispersant sur son passage l'odeur sacrée, censée attirer la baraka et éloigner le mauvais œil. Le vacarme joyeux annonçait sa venue plusieurs rues à l'avance. Portes et fenêtres s'ouvraient sur son sillage. Les enfants accouraient, mi-fascinés, mi-effrayés par ce personnage costumé, bruyant, presque surnaturel dans sa démesure. Aux balcons, les femmes guettaient son arrivée pour lui offrir quelques pièces, glissées parfois dans un mouchoir ou lancées directement dans la rue, en échange d'une baraka dont on ne discutait jamais vraiment l'efficacité, mais à laquelle chacun, un instant, dans le nuage tiède du bkhour, choisissait de croire. Un tel rituel de rue puisait dans un fonds culturel bien plus vaste que la seule capitale algérienne. Le karkabou, cette percussion métallique reconnaissable entre toutes, rattache directement Baba Salem à la grande famille des musiques transsahariennes, celles qui ont voyagé avec les caravanes depuis l'Afrique de l'Ouest, chez les Haoussa, les Bambara, les peuples du Bornou, jusqu'aux rives méditerranéennes, portant avec elles rythmes, encens et croyances mêlées.

MUSÉE MARITIME D'ALGER

L'été se **décline** en ateliers ; entre argile et maquettes

Jusqu'au 13 août, Le Musée maritime se mue en espace vivant de création pour les familles à l'occasion du programme Summer House Culture and Arts lancé par le ministère de la Culture. Poterie, cadres de dauphins ou maquettes de bateaux, le patrimoine maritime se raconte désormais à hauteur d'enfants. En effet, et dans le cadre du programme Summer House Culture and Arts

- Maison d'été de la culture et des arts -, l'institution a ouvert ses portes à un public familial, venu nombreux goûter à une autre manière de fréquenter les lieux de mémoire, nous apprend un communiqué du ministère de la Culture et des Arts qui met en avant que cette initiative avait pour but de placer les établissements culturels au cœur de la saison estivale, non plus comme de simples réserves

d'objets à contempler, mais comme des espaces de découverte, de création et de transmission. Aussi, le dimanche 2 août, à vu l'atelier de poterie, animé par Karmani, réunir des enfants de plus de 6 ans autour d'une activité aussi ludique qu'initiatique. Manipuler l'argile, découvrir les techniques de modelage, donner forme à une pièce unique a constitué autant d'étapes qui, au-delà du

simple plaisir créatif, ont permis aux jeunes participants d'appréhender concrètement les savoir-faire ancestraux liés à l'univers maritime. Il faut retenir que ce programme s'étalera jusqu'à mi-août ; avec un troisième atelier consacré à la création de maquettes sur des thèmes marins. L'été, un temps pour apprendre autrement.

Trait d'esprit

“La raison pour laquelle je sais tant de choses, c’est parce que j’ai fait beaucoup d’erreurs.”

Winston Churchill

Le président Tebboune félicite Younes Ayachi



Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a félicité, hier, Younes Ayachi pour son titre de champion du monde du saut en hauteur. « Mille félicitations au jeune Younes Ayachi

pour son titre de champion du monde du saut en hauteur aux Championnats du monde d’athlétisme U20 en Oregon, aux États-Unis. Tu as fait l’honneur de l’Algérie, Younes, et tu as hissé son drapeau bien haut. « Plein de succès et d’excellence à nos jeunes champions », écrit le président de la République sur son compte officiel sur les réseaux sociaux.

Équipe nationale de football Félix Sánchez en pole pour ouvrir l’ère post-Petkovic

La page Vladimir Petković À peine tournée, la Fédération algérienne de football s’active en coulisses pour structurer l’avenir de la sélection. Au terme des travaux menés par les instances techniques au Centre technique national de Sidi Moussa, un nom se dégage avec force pour reprendre le flambeau : Félix Sánchez Bas. Surnommé « le philosophe » en raison de son attachement viscéral à une lecture rigoureuse et tactique du jeu, le technicien espagnol devance désormais ses concurrents dans la course au banc des Verts. Pur produit de la célèbre école du FC Barcelone, où il a fait ses classes à La Masia dès son plus jeune âge, Sánchez a ensuite forgé l’essentiel de sa trajectoire internationale au cœur de l’Aspire Academy au Qatar. C’est d’ailleurs dans l’émirat que l’entraîneur ibérique a signé ses plus grands faits d’armes. Nommé à la tête de la sélection qatarie à l’été 2017, il a su hisser l’équipe au sommet du continent asiatique en s’adjugeant la Coupe d’Asie des nations en 2019 au terme d’un parcours mémorable couronné par un succès en finale face au Japon. Une consécration suivie de l’expérience de la Coupe du monde 2022 à domicile, avant un exil sud-américain sur le banc de l’Équateur puis un retour dans le championnat local avec Al-Sadd. Au-delà de ce parcours cosmopolite, c’est l’adéquation entre les exigences sportives de la sélection et la réalité budgétaire de l’instance fédérale qui a fini par faire pencher la balance. Alors que la FAF examinait d’autres pistes de premier plan, à l’image d’un Rafael Benítez dont les prétentions financières s’avéraient trop onéreuses pour les caisses fédérales, le profil de Sánchez est apparu comme une alternative beaucoup plus mesurée sur le plan économique. Son nom coche ainsi les cases d’un standing international tout en respectant les nouvelles balises financières de la fédération. S’il venait à parapher son contrat, le technicien catalan hériterait d’un effectif talentueux mais en quête de repères durables. Son défi immédiat consistera à insuffler une rigueur collective et à imposer sa patte tactique à un groupe concerné par des échéances continentales et éliminatoires particulièrement resserrées, avec l’impératif absolu de redonner de l’élan à une équipe nationale avide de reconquête sur la scène africaine.

H. M.

Ouled Djellal deux enfants décèdent dans le coffre d’un véhicule

Deux enfants ont tragiquement perdu la vie dans la wilaya d’Ouled Djellal après avoir passé plusieurs heures à l’intérieur du coffre arrière d’un véhicule, en pleine période de fortes chaleurs. Selon des informations relayées sur les réseaux sociaux, les deux victimes ont été retrouvées sans vie. Un troisième enfant, découvert dans le même véhicule, a quant à lui survécu et a été évacué vers l’hôpital local pour recevoir les soins nécessaires. Les trois enfants seraient restés enfermés durant plusieurs heures, alors que les températures étaient particulièrement élevées. Les circonstances exactes de ce drame n’ont pas encore été établies et devraient être éclaircies par les autorités compétentes.

Tremblement de terre de magnitude 3,2 à Médéa

Une secousse tellurique de magnitude 3,2 degrés sur l’échelle ouverte de Richter a été enregistrée hier à 10 h 02 dans la wilaya de Médéa, indique un communiqué du Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG). L’épicentre de la secousse a été localisé à 1 km à l’est de Mihoub, dans la même wilaya, précise la même source.

Les Vertes écrivent une page d’histoire Le chef de l’État salue l’exploit

Le chef de l’État, Abdelmadjid Tebboune, a félicité la sélection nationale féminine de football pour son exploit historique : sa qualification au Mondial 2027, prévu au Brésil, ainsi que pour sa qualification aux demi-finales de la Coupe d’Afrique des nations (CAN). Il a également salué la contribution des staffs technique et administratif à cette



performance et leur souhaité plein succès pour la suite de la compétition.

JOURNAL L'EXPRESS

Nouveau numéro de téléphone :

028 26 99 24

L'EXPRESS

TÉHÉRAN DURCIT LE TON

Ormuz reste fermé

Le détroit d’Ormuz n’est plus seulement un passage maritime. Pour les Gardiens de la Révolution, il est devenu un théâtre de guerre. Hier, le corps d’élite iranien a martelé que ce verrou restera en place tant que Washington n’aura pas accepté « toutes » les conditions posées par Téhéran.

PAR BOUALEM B.

L’ennemi, ont-ils dit, concentre désormais tous ses efforts sur la réouverture de cette artère vitale. L’Iran dit non ! Le détroit restera fermé. Cette position éloigne un peu plus l’espoir d’un règlement rapide. Depuis plusieurs jours, Donald Trump multiplie les déclarations rassurantes. Il affirme que les discussions avancent et que le déblocage est imminent. La réouverture d’Ormuz est devenue sa priorité absolue, bien devant la question nucléaire ou les missiles iraniens qui avaient servi de justification à l’offensive américano-israélienne. Les marchés pétroliers, eux, continuent de regarder dans cette direction. Les conditions listées samedi dernier par Téhéran sont draconiennes. Les États-Unis doivent mettre fin définitivement à la guerre et à l’agression contre l’Iran et ses alliés, y compris au Yémen et en Irak. Ils doivent lever le blocus imposé aux ports iraniens, indemniser intégralement l’Iran pour les dommages causés, supprimer les sanctions économiques et débloquent sans condition les avoirs gelés. Plusieurs de ces points figuraient déjà dans le protocole d’accord signé en juin. Ce texte avait permis une brève réouverture du détroit et un reflux des prix du pétrole. Puis le processus avait déraillé. Benjamin Netanyahu, de son côté, insiste sur le nucléaire. Il a rappelé hier qu’avec ou sans accord, l’Iran n’aurait pas d’armes nucléaires. Les divergences entre Washington et Jérusalem se sont accentuées au fil du conflit. À Téhéran, on refuse le terme de négociations. Abbas Araghchi, le chef de la diplomatie, parle d’« échange de messages à travers des intermédiaires ». Ce n’est pas une négociation, a-t-il précisé. L’Iran exclut de renouer le dialogue tant que les violations américaines du protocole de juin ne cesseront pas. D’autres responsables montent le ton. Ali



Jahanshahi, commandant des forces terrestres, a prévenu que toute pénétration de forces américaines en Iran se heurterait à une réponse « décisive et dissuasive ». L’Iran affirme ne discuter qu’avec Oman, l’autre pays riverain du détroit, pour définir un futur itinéraire de passage. Ces échanges en sont, selon Araghchi, à leur phase finale. Téhéran refuse de revenir à la situation d’avant-guerre et entend, à terme, imposer des frais de service sur le détroit, contre l’avis de Washington. Les bombardements américains ont cessé depuis plus d’une semaine. Trump avait conditionné cette pause à la conclusion rapide d’un accord, tout en laissant planer la menace de nouvelles frappes massives. Sur un autre front, les Houthis ont revendiqué hier une frap-

pe de drone sur une raffinerie d’Aramco, sur la mer Rouge. Riyad a annoncé qu’un incendie avait été maîtrisé sur le site de Jazan, sans en préciser la cause. Les rebelles yéménites ont aussi tiré des missiles balistiques et des drones sur des positions saoudiennes et des dépôts d’armes près de Mokha. Selon une source médicale, au moins onze personnes, civiles et militaires, ont été tuées. Après quatre ans d’accalmie, les hostilités ont repris en juillet. Les Houthis ont annoncé un blocus des navires saoudiens en mer Rouge, devenue une voie de contournement essentielle depuis la fermeture d’Ormuz. Ils ont frappé le royaume à plusieurs reprises, pour la première fois depuis la trêve de 2022. ■

Un réseau de trafic de drogue démantelé à Sétif



Grâce à une opération conjointe entre les douanes de Sétif et l’Armée nationale populaire, un réseau criminel spécialisé dans le trafic de drogue a été démantelé, selon un communiqué officiel rendu public hier par la Direction régionale des douanes de Sétif. Les autorités ont saisi plus de 63 kg de résine de cannabis et plus de 4 000 comprimés

psychotropes, dissimulés dans des réservoirs de carburant et des cavités de véhicules. Six personnes ont été arrêtées et six véhicules ont été confisqués. Cette action s’inscrit dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la protection de la santé publique, et témoigne de la coordination accrue entre les forces de l’ordre pour endiguer ce fléau. ■